

Bureau fédéral du Plan

Avenue des Arts 47-49, 1000 Bruxelles

<http://www.plan.be>

BUDGET ECONOMIQUE

Institut des Comptes Nationaux

Prévisions économiques 2008

Janvier 2008

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Dépôt légal - D/2008/7433/1

Editeur responsable - Henri Bogaert

Beschikbaar in het Nederlands

Table des matières

Avant-Propos	1
Résumé	3
1. L'environnement international	6
1.1. Evolution de l'économie mondiale	6
1.2. La conjoncture chez nos trois principaux partenaires commerciaux	8
1.3. Evolution des marchés financiers	9
1.4. Incertitudes liées à l'environnement international	11
2. Les composantes du PIB belge	13
2.1. Dépenses de consommation finale des particuliers	13
2.2. Investissements des entreprises	15
2.3. Investissements en logements	17
2.4. Dépenses publiques	18
2.5. Variations de stocks	18
2.6. Exportations et importations	19
3. Evolution des prix et salaires	21
3.1. Evolution des prix intérieurs	21
3.2. Indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales	25
3.3. Evolution salariale dans le secteur marchand	25
4. Marché du travail	29
Annexe	34

Liste des tableaux

Tableau 1	Formation du coût salarial dans le secteur marchand	26
Tableau 2	Réductions ex ante des charges salariales dans le secteur marchand et pour les ménages	27

Liste des graphiques

Graphique 1	Evolution trimestrielle du PIB belge en volume	3
Graphique 2	Evolution trimestrielle du PIB en volume	7
Graphique 3	Evolution trimestrielle du PIB en volume	9
Graphique 4	Evolution des taux d'intérêt: zone euro et Etats-Unis	10
Graphique 5	Marchés potentiels à l'exportation de biens et services en volume	12
Graphique 6	Dépenses de consommation des particuliers en volume	13
Graphique 7	Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne	14
Graphique 8	Investissements des entreprises en volume (hors achats de bâtiments publics et de navires)	15
Graphique 9	Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand	16
Graphique 10	Investissements résidentiels en volume	17
Graphique 11	Exportations de biens et services en volume	19
Graphique 12	Prix du baril de Brent en dollars et en euros	22
Graphique 13	Evolution trimestrielle de l'inflation	22
Graphique 14	Décomposition de l'indice des prix à la consommation	23
Graphique 15	Evolution de la part salariale	28
Graphique 16	Evolution de l'emploi et du taux d'emploi	31
Graphique 17	Evolution du taux de chômage (définition BFP)	32

Avant-Propos

En application de la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux (ICN) a communiqué au ministre de l'Economie les chiffres du budget économique. Selon la procédure prévue, le Bureau fédéral du Plan (BFP) a soumis une proposition de budget économique au comité scientifique et au conseil d'administration de l'ICN. Cette dernière instance adopte les chiffres définitifs et en porte la responsabilité finale. Le comité scientifique a émis un avis favorable sur le budget économique.

Les présentes prévisions tiennent compte des agrégats annuels publiés dans la Partie 2 des Comptes nationaux 2006 ('Comptes détaillés et tableaux') et des agrégats trimestriels publiés jusqu'au troisième trimestre 2007.

Les hypothèses concernant l'environnement international sont basées sur les prévisions de l'automne de la Commission européenne adaptées sur base des prévisions de l'OCDE (décembre 2007) et sur les estimations trimestrielles du commerce mondial de biens effectuées par le Centraal Planbureau néerlandais. L'évolution des variables financières (taux de change, taux d'intérêt, prix du pétrole) reflète les anticipations des marchés financiers au 18 décembre. Les prévisions pour la Belgique ont été générées au moyen des versions trimestrielle et annuelle du modèle modtrim développé par le BFP.

Ces prévisions ont été finalisées le 8 janvier 2008.

H. Bogaert

Commissaire au Bureau fédéral du Plan

L. Verjus

Président du Conseil d'Administration de
l'Institut des Comptes Nationaux

BUDGET ECONOMIQUE

Chiffres clés pour l'économie belge

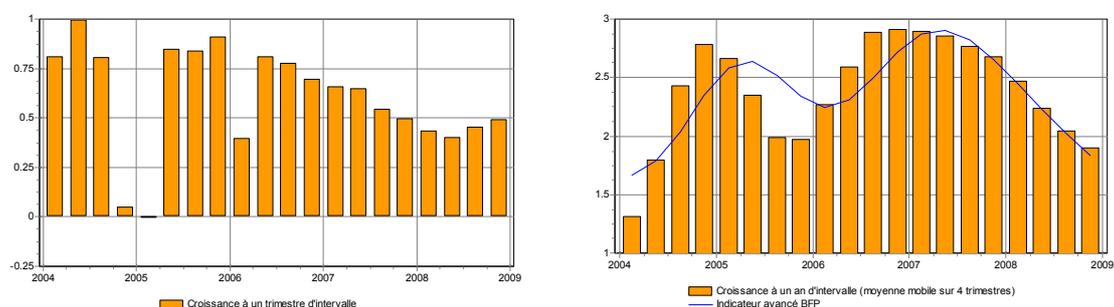
Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires

	2005	2006	2007	2008
Dépenses de consommation finale des particuliers	1,3	2,0	2,5	1,8
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	-0,2	0,0	2,6	2,6
Formation brute de capital fixe	6,7	4,2	5,1	2,4
Dépenses nationales totales	2,1	3,0	2,9	2,1
Exportations de biens et services	3,6	2,6	4,6	4,5
Importations de biens et services	4,2	2,7	4,9	4,8
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0,3	-0,0	-0,1	-0,1
Produit intérieur brut	1,7	2,8	2,7	1,9
Indice national des prix à la consommation	2,8	1,8	1,8	3,0
Indice santé	2,2	1,8	1,8	2,8
Revenu disponible réel des particuliers	-0,1	2,6	2,1	1,3
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	12,2	12,5	12,1	11,7
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	51,1	52,7	68,1	46,6
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8,4	8,2	7,6	7,3
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	2,6	2,7	2,9	2,5
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	124,4	125,6	137,0	144,0
Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%)	2,2	3,1	4,3	4,5
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	3,4	3,8	4,3	4,4

Résumé

Après avoir connu une croissance encore soutenue au premier semestre de l'année dernière, la progression du PIB belge s'est quelque peu ralentie au troisième et au quatrième trimestre de 2007 dans le sillage du ralentissement conjoncturel enregistré aux Etats-Unis et en Europe. Cette année, la croissance trimestrielle devrait se situer entre 0,4 % et 0,5 % et ainsi déboucher sur un taux annuel de 1,9 % (contre 2,7 % en 2007).

Graphique 1 Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Source: ICN, BFP

En 2006, la zone euro a connu une forte croissance de son PIB (2,8 %). En 2007, la croissance économique de la zone a légèrement fléchi pour atteindre 2,6 %, dépassant néanmoins pour la première fois depuis 2001 celles des Etats-Unis. Alors que l'économie américaine a subi les effets du net ralentissement de son marché immobilier, l'économie européenne a été soutenue par le dynamisme de la demande intérieure. Cette année, la croissance économique des Etats-Unis devrait se stabiliser alors que celle de la zone euro devrait par contre décélérer significativement (1,9 %). Ce scénario repose sur l'hypothèse d'un impact temporaire et limité de la crise du crédit hypothécaire sur les dépenses privées des Américains. Si la crise actuelle devait perdurer ou peser davantage sur l'économie américaine - notamment via une chute importante de la consommation privée - il pourrait en résulter un ralentissement plus marqué de l'économie européenne.

Les marchés financiers tablent sur une poursuite de l'assouplissement de la politique monétaire américaine. Par conséquent, le taux de change de l'euro par rapport au dollar resterait à un niveau élevé (1,44 USD/EUR en moyenne sur 2008), ce qui continuerait à pénaliser la compétitivité des exportations européennes. Enfin, le prix du pétrole brut ne devrait que très légèrement se replier par rapport au niveau record enregistré en ce début d'année et dès lors se rapprocher des 90 dollars par baril de Brent en moyenne sur 2008 (contre 72,5 USD en 2007).

La croissance des exportations devrait être presque aussi soutenue en 2008 qu'en 2007 (4,5 % contre 4,6 %) et ce en dépit d'un ralentissement de la progression des débouchés extérieurs

(6,0 % contre 7,1 %). Les exportations belges continueraient donc à perdre du terrain sur les marchés extérieurs, mais à un rythme plus proche de la tendance historique. Par ailleurs, avec une progression des importations en volume plus rapide que celle des exportations et une perte des termes de l'échange de l'ordre de 0,2 %, l'excédent des opérations courantes de la Belgique avec le reste du monde devrait se réduire cette année pour s'établir à 2,5 % du PIB, contre 2,9 % en 2007.

Cette année, la croissance de la demande intérieure devrait toutefois nettement fléchir sous l'effet à la fois de la consommation des particuliers et des investissements des entreprises. Ainsi la demande intérieure ne devrait plus croître que de 2,1 % par rapport à 2,9 % l'année dernière.

Contrairement à 2006, la réforme fiscale n'a plus eu d'impact supplémentaire sur le revenu disponible l'année dernière. Néanmoins, les nouvelles créations d'emploi, la hausse des salaires et l'augmentation des revenus de la propriété (suite à la hausse des taux d'intérêt) ont soutenu le revenu disponible réel des particuliers qui aurait progressé de 2,1 %. Ce climat économique favorable s'est reflété dans la confiance des consommateurs qui s'est maintenue à un niveau élevé pendant la première moitié de l'année. Les dépenses des ménages ont été particulièrement dynamiques au cours des trois premiers trimestres et devraient avoir cru de 2,5 % l'an dernier, entraînant le taux d'épargne des ménages à la baisse. En 2008, les créations d'emploi moins nombreuses, une croissance plus modeste des salaires hors indexation et l'accélération de l'inflation – en particulier la hausse des prix des carburants qui ne sont pas pris en compte dans l'indice santé – devraient freiner la progression du revenu disponible à 1,3 %. Néanmoins, en raison d'un léger recul du taux d'épargne, la consommation des particuliers devrait croître de 1,8 %.

Signalons que dans ce scénario la hausse cumulée sur 2007-2008 du coût salarial horaire nominal dépasserait de 0,9 point de pour cent le plafond de hausses prévu dans l'accord interprofessionnel conclu en février 2007. Ce dépassement de la norme s'explique par une inflation (et par conséquent une indexation) plus élevée en 2008 que prévue mais également par une progression des salaires horaires bruts avant indexation en 2007 (1,0 %) plus importante que celle initialement programmée. Pour 2008, l'hypothèse d'une progression du salaire horaire brut avant indexation de 0,6 % est retenue.

Les investissements des entreprises (hors acquisition de bâtiments publics) ont constitué, avec la consommation des particuliers, le principal moteur de la croissance de l'économie au cours du premier semestre 2007. Compte tenu des perspectives de demande moins favorables à partir de la mi-2007, la progression des investissements s'est quelque peu tassée. Grâce aux bonnes prestations du début de l'année, la croissance annuelle moyenne des investissements des entreprises aurait toutefois atteint 7,0 %. Cette année, elle devrait s'établir à 3,4 % et ainsi dépasser, pour la cinquième année consécutive, la croissance du PIB. Par ailleurs, la croissance trimestrielle des investissements en logements a sensiblement progressé jusqu'au troisième trimestre 2006; elle fléchit depuis lors en raison du relèvement des coûts de financement (taux hypothécaires plus

élevés) et du ralentissement de la croissance du revenu disponible réel. En conséquence, la croissance en volume des investissements en logements des ménages ne devrait plus atteindre que 1,0 % en 2008 (contre encore 5,1 % en 2007). Quant au rythme de croissance des investissements publics, il est déterminé dans une large mesure par les travaux d'infrastructure des pouvoirs locaux, qui se sont multipliés à l'approche des élections communales d'octobre 2006; les investissements publics ont ainsi augmenté de 5,9 % en 2006 (hors produit de la vente de bâtiments publics). En 2007, ils ont par conséquent enregistré un net recul (-7,9 %) mais ne devraient quasiment plus baisser cette année (-0,7 %). L'augmentation de l'emploi intérieur est estimée à 68 100 unités pour 2007. Cette croissance soutenue de l'emploi s'explique par la progression relativement modérée des coûts salariaux, par la confirmation d'un retournement de tendance, à la hausse, du nombre d'indépendants et par un développement accru de l'emploi dans les titres-services.

En 2008, les créations d'emploi devraient rester élevées (46 600 personnes). Le taux d'emploi progresserait ainsi de 62,2 % en 2006 à 63,7 % en 2008. L'emploi augmentant davantage que la population active, le nombre de chômeurs (définition administrative large) a diminué de 56 800 unités en 2007 et devrait encore baisser de 21 600 unités cette année. Le taux de chômage harmonisé d'Eurostat (calculé sur base de l'enquête sur les forces du travail) passerait ainsi de 8,2 % en 2006 à 7,3 % en 2008.

La hausse des prix, mesurée à l'aide de l'indice national des prix à la consommation (INPC), a atteint 1,8 % en 2007 et est estimée à 3,0 % pour cette année. Une part importante de cette accélération est imputable à la hausse récente des prix des produits pétroliers. Alors qu'en 2007 le cours du baril de Brent (exprimé en euros) est resté en moyenne quasiment inchangé par rapport à 2006, il augmenterait de près de 20 % en 2008. De plus, la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité en Wallonie et à Bruxelles, ainsi que le nouveau mode d'enregistrement de ces prix dans l'indice des prix à la consommation ont exercé une pression à la baisse sur les prix en 2007. Par contre cette année, les hausses tarifaires des deux principaux fournisseurs de gaz et l'augmentation des coûts de distribution pour le gaz et l'électricité exerceront un effet à la hausse sur les prix.

Tout comme en 2007, l'inflation sous-jacente devrait s'élever à 2 % cette année. En effet, l'appréciation du taux de change effectif de l'euro et la progression limitée des coûts salariaux au cours des dernières années compenseraient l'impact de la forte hausse de prix des denrées alimentaires manufacturées comme les produits céréaliers et laitiers.

L'indice santé, qui exclut le prix des carburants, des boissons alcoolisées et du tabac, a progressé en 2007 au même rythme que l'INPC (1,8 %). Puisqu'il est moins influencé que l'INPC par les mouvements de prix des produits pétroliers, l'indice santé devrait augmenter moins rapidement (2,8 %) que l'inflation cette année. L'indice pivot vient d'être franchi (décembre 2007). Le prochain dépassement (108,34) devrait avoir lieu en mai 2008.

1. L'environnement international

1.1. Evolution de l'économie mondiale¹

Sous l'impulsion des économies européennes et nord-américaines, la croissance de l'économie mondiale s'est sensiblement accélérée au cours du troisième trimestre 2007. Au Japon, après un recul du PIB au deuxième trimestre, la croissance économique a également rebondi, tandis que le rythme de croissance de l'économie chinoise fléchissait à peine. Le prix du baril de Brent, qui avait déjà augmenté considérablement durant le premier semestre, a poursuivi sur sa lancée au second semestre, dépassant le seuil des 90 dollars en novembre et décembre. Si certaines tensions géopolitiques (en Iran, au Nigeria et au Pakistan) ont joué un rôle dans cette nouvelle hausse, sa cause première réside dans la combinaison de la limitation de l'offre (par l'OPEP) et de la persistance d'une demande forte (surtout en Asie et au sein de l'OPEP même).

Au cours du quatrième trimestre 2007 et du premier semestre 2008, la croissance de l'économie mondiale devrait connaître un ralentissement. Tandis que les turbulences sur les marchés financiers persistent, l'économie mondiale est confrontée à un tassement des marchés immobiliers et à une forte croissance des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Aux Etats-Unis, la croissance trimestrielle devrait retomber à un petit 0,3 % en moyenne. En Europe, elle devrait se situer autour de son potentiel, soit 0,5 % environ. En Chine et dans les autres économies émergentes, la croissance ne devrait que légèrement se tasser. Le second semestre 2008 devrait voir une légère relance de l'économie mondiale.

Les estimations du *Centraal Planbureau* néerlandais relatives au commerce mondial suivent une évolution similaire (légère reprise à partir de la mi-2008, après plusieurs trimestres faibles). Sur une base annuelle, le volume des échanges mondiaux augmenterait de 6,1 % en 2008, contre 6,9 % en 2007.

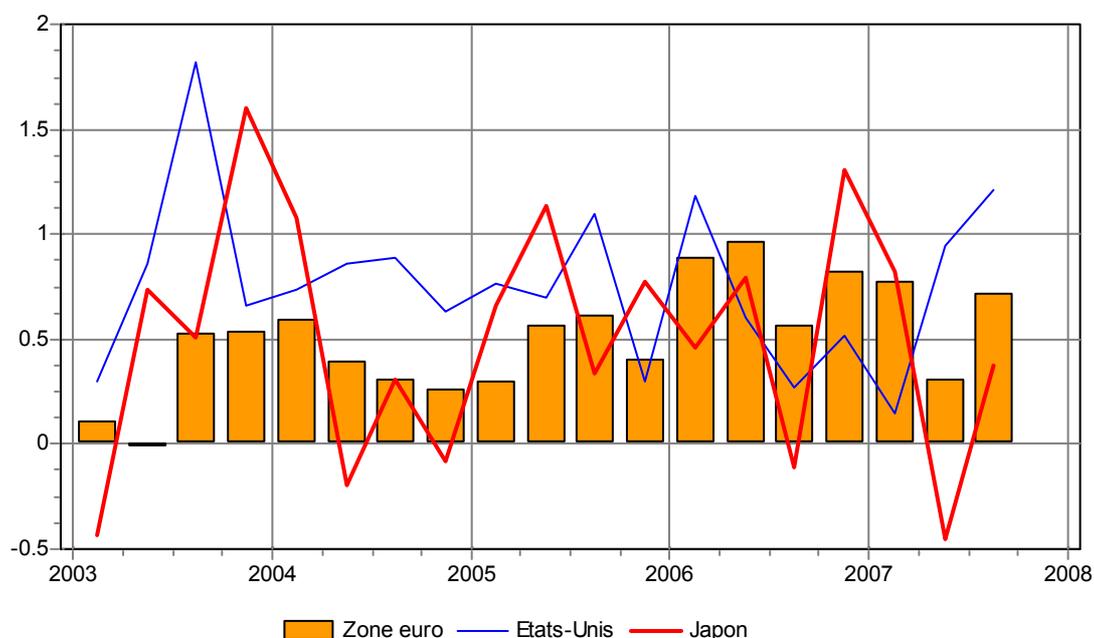
Après la croissance vigoureuse du deuxième trimestre 2007 (0,9 %), la croissance économique aux *Etats-Unis* a continué à s'accélérer au troisième trimestre (1,2 %). Outre la progression de la consommation privée et la vigueur persistante des investissements des entreprises, la croissance des exportations et une très importante formation de stocks expliquent également ces résultats. Toutefois, les prévisions pour le quatrième trimestre 2007 et pour 2008 ont été revues à la baisse suite à la crise persistante sur le marché immobilier. Outre l'impact direct sur les investissements en logements, la crise entraîne une baisse des prix des habitations, ce qui, par un effet de patrimoine négatif, pèse sur la consommation privée. La forte hausse des prix pétroliers et la baisse des créations mensuelles nettes d'emplois (qui passent en moyenne de 150 000 unités au premier semestre 2007 à 100 000 au second semestre) freinent par ailleurs l'évolution du pouvoir d'achat. Dans le sillage du ralentissement de la consommation privée, les investissements

¹ Les chiffres de croissance du PIB pour 2007 et 2008 mentionnés dans ce chapitre correspondent aux prévisions d'automne publiées par l'OCDE (*Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 82, décembre 2007).

des entreprises devraient également être soumis à la pression de perspectives de débouchés et de conditions de financement moins favorables. Les investissements des entreprises ne devraient être que partiellement gênés par d'éventuelles restrictions du crédit, dès lors qu'une part importante de ces investissements pourra être financée par des fonds propres. La récession ne serait donc pas au menu, étant donné que l'économie américaine n'est pas confrontée à une surcapacité (ce qui contraindrait les entreprises à réduire leurs investissements) et que, par ailleurs, les exportations continuent d'être soutenues par la dépréciation du dollar et par le dynamisme économique des pays émergents. Sur une base annuelle, la croissance aux Etats-Unis devrait baisser à peine (2 % en 2008 contre 2,2 % l'année précédente), et ce, grâce à un effet d'acquis de croissance positif prononcé.

Graphique 2 Evolution trimestrielle du PIB en volume

Croissance à un trimestre d'intervalle, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Source: Sources nationales, Eurostat

Après une croissance de 0,3 % du PIB au deuxième trimestre 2007, la croissance économique dans la zone euro s'est accélérée pour atteindre 0,8 % au troisième trimestre, et ce, sous l'impulsion des investissements des entreprises et d'une évolution favorable des stocks. A partir du quatrième trimestre 2007 et jusqu'à la mi-2008, la croissance économique devrait être freinée par une baisse de régime dans la construction de logements. De plus, la consommation privée est tempérée par la hausse de l'inflation (enchérissement des prix de l'énergie et de l'alimentation). Au cours du second semestre 2008, la consommation privée devrait toutefois reprendre quelque peu vigueur, soutenue par un fléchissement de l'inflation, une création d'emploi persistante et une reprise modérée de la croissance salariale. Les investissements des

entreprises seront peut-être quelque peu gênés par les conditions de financement externe moins favorables, mais le taux très élevé d'utilisation des capacités de production souligne la nécessité d'effectuer des investissements supplémentaires. La contribution des exportations à la croissance économique devrait diminuer en raison de la forte appréciation de l'euro et du ralentissement de l'activité économique sur deux marchés importants (les Etats-Unis et le Royaume-Uni). Sur une base annuelle, la croissance économique devrait ainsi passer de 2,6 % en 2007 à 1,9 % en 2008.

Après une croissance négative au second trimestre de l'année passée (-0,5 %), l'économie japonaise a rebondi au troisième trimestre (0,4 %) grâce à une relance des exportations et des investissements des entreprises. Au Japon également, le faible dynamisme de la construction de logements pèsera sur la croissance économique. Les exportations et les investissements des entreprises restent le moteur de la croissance économique, tandis que la progression de la consommation privée reste modeste sous l'effet de la faiblesse persistante de l'évolution des salaires. La croissance de l'économie japonaise passerait ainsi de 1,9 % en 2007 à 1,6 % en 2008.

Après un léger ralentissement au second semestre 2006, la croissance de l'économie chinoise s'est accélérée en 2007 et devrait s'établir autour de 11,4 % sur une base annuelle. En 2008, la croissance du PIB chinois devrait s'infléchir légèrement (10,7 %) suite au tassement des exportations, conséquence du ralentissement de la croissance mondiale.

1.2. La conjoncture chez nos trois principaux partenaires commerciaux

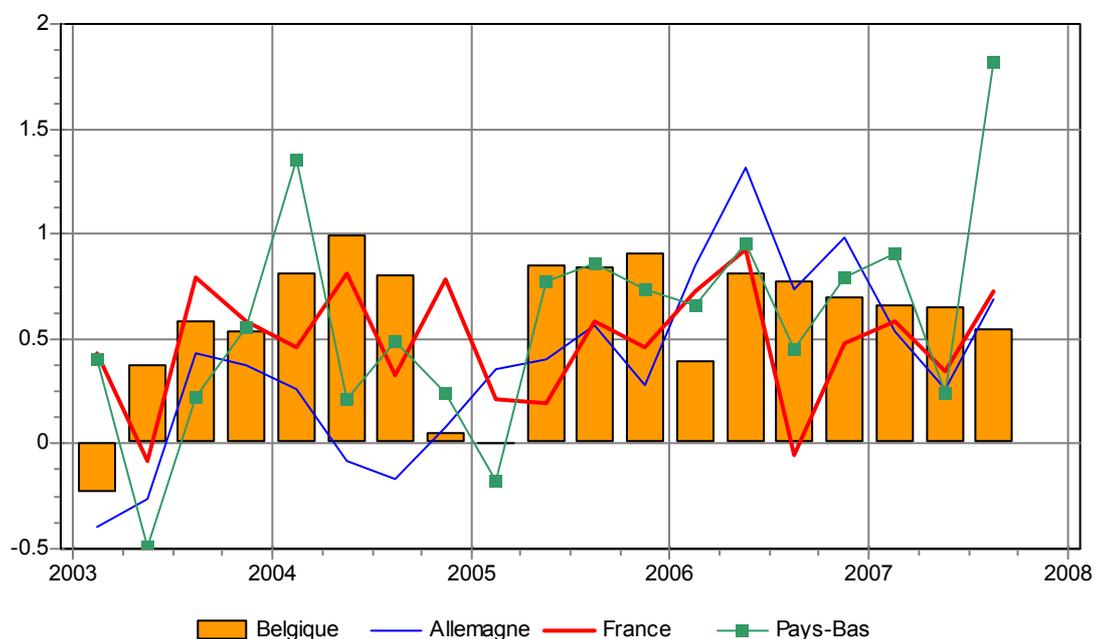
Au cours des trois premiers trimestres de 2007, la croissance trimestrielle de l'économie belge a atteint 0,6 % en moyenne, ce qui correspond à la croissance moyenne pondérée de nos trois principaux partenaires commerciaux.

Au troisième trimestre 2007, la croissance de l'économie allemande s'est accélérée, atteignant 0,7 %, contre 0,3 % au deuxième trimestre. La croissance économique allemande a été stimulée en 2007 par les exportations et, dans une moindre mesure, par les investissements des entreprises. Sur une base annuelle, elle s'établirait ainsi à 2,6 %. Cette année, on prévoit une moindre contribution des exportations nettes à la croissance, ce qui ne sera que partiellement compensé par une augmentation de la consommation privée. La croissance du PIB devrait donc fléchir et s'établir autour de 1,8 % pour l'année 2008.

Malgré la croissance vigoureuse au cours du troisième trimestre 2007 (0,8 %), la croissance annuelle de l'économie française serait restée limitée à 1,9 %, en raison d'un ralentissement de la consommation privée et des investissements dans les logements. Cette année, la croissance du PIB devrait encore être en léger recul (1,8 %) en raison du ralentissement de la croissance des investissements des entreprises et d'une nouvelle perte de dynamisme dans le secteur de la construction de logements.

Graphique 3 Evolution trimestrielle du PIB en volume

Croissance à un trimestre d'intervalle, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Source: Sources nationales, Eurostat

En 2007, la croissance économique néerlandaise est passée de 0,2 % au deuxième trimestre à 1,8 % au trimestre suivant. Les exportations et les investissements ont été, il est vrai, favorablement influencés par une hausse sensible de la production de gaz naturel. Cette année, la croissance du PIB néerlandais devrait être en repli à 2,4 % (contre 3 % en 2007), suite au moindre dynamisme de la demande extérieure.

1.3. Evolution des marchés financiers²

1.3.1. Taux d'intérêt

Après une première baisse des taux de 50 points de base en septembre, la Réserve fédérale américaine a de nouveau baissé son principal taux directeur de 25 points de base, et ce, à deux reprises, le fixant finalement à 4,25 %. L'assouplissement monétaire vise à soutenir l'activité économique et à alléger les tensions sur les marchés financiers. De nouvelles baisses des taux semblent très probables dans le courant de l'année 2008. Par conséquent, les taux de marché américains devraient baisser, passant en moyenne de 5,3 % en 2007 à 4 % en 2008.³

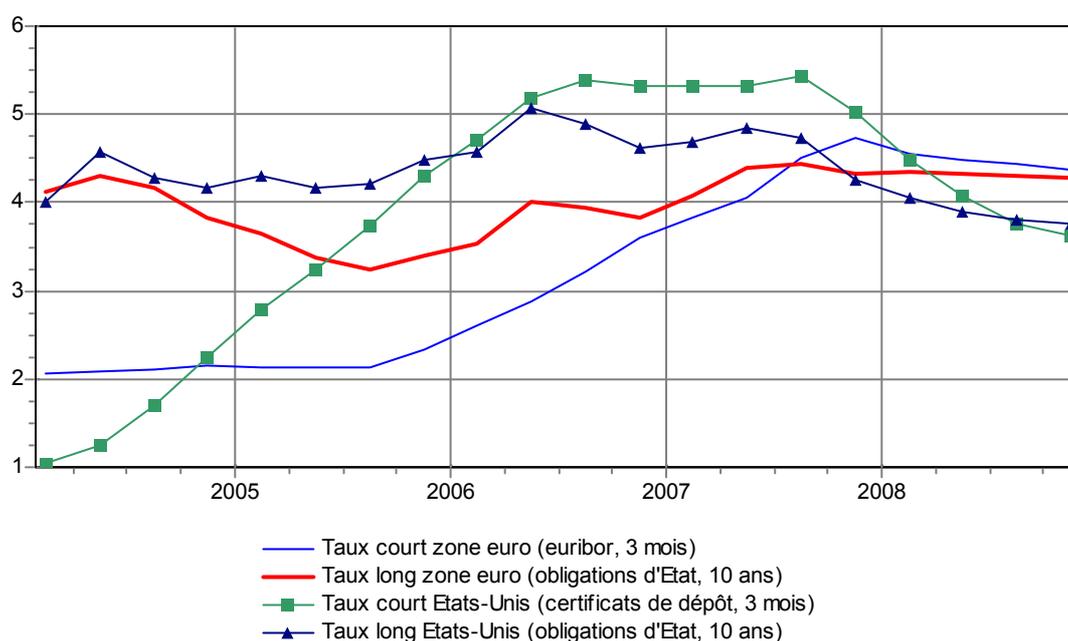
Au cours du quatrième trimestre 2007, la Banque centrale européenne a maintenu son taux de base à 4 %. Un tel statu quo paraît également probable en 2008. La croissance économique euro-

² Ces hypothèses techniques sont basées sur les cotations à terme du 18 décembre 2007.

³ Depuis la clôture de ces prévisions, la Fed a baissé son taux directeur à 3 %.

péenne ralentit quelque peu dans le scénario envisagé, mais pas dans une mesure où un assouplissement de la politique monétaire serait prévisible. De plus, l'inflation européenne a connu une hausse sensible au cours des derniers mois, tandis que la croissance de l'offre de monnaie et des crédits restait vigoureuse. La prime de risque, qui a considérablement augmenté suite à la crise des *subprimes*⁴, devrait baisser au cours de l'année 2008, ce qui se reflète dans l'évolution à la baisse des taux d'intérêt de marché (cf. graphique 4). Sur une base annuelle, le taux à court terme dans la zone euro devrait atteindre 4,5 % pour l'année 2008.

Graphique 4 Evolution des taux d'intérêt: zone euro et Etats-Unis
Moyennes trimestrielles en pourcent



Source: Datastream, BFP

Les taux américains à long terme ont augmenté jusqu'à la mi-2007 et ont baissé par la suite sous l'effet des problèmes sur le marché immobilier américain et de leurs répercussions négatives sur les perspectives de croissance. La rechute des taux d'intérêt à long terme s'explique également par les turbulences sur les marchés financiers, qui entraînent un déplacement des investissements vers les obligations d'Etat, jugées sûres, au détriment de produits plus risqués. En comparaison avec les Etats-Unis, les taux d'intérêt à long terme européens ont augmenté plus sensiblement durant le premier semestre 2007, tandis que la baisse subséquente est restée plus limitée. L'écart entre les taux à long terme américains et européens est ainsi passé de +70 points de base en janvier à -30 points de base en décembre 2007. Les taux d'intérêt à long terme européens devraient rester assez stables en 2008 et, sur une base annuelle, ils devraient s'établir au même niveau qu'en 2007 (4,3 %). Les prévisions de nouvelles baisses des taux par la Réserve fédérale

⁴ En raison de la réticence des banques à se prêter les unes aux autres, vu les incertitudes qui pèsent sur l'identité des banques exposées à des pertes liées aux *subprimes* et sur l'ampleur de ces pertes.

américaine continuent d'entraîner le taux à long terme américain à la baisse (de 4,6 % en moyenne en 2007 à 3,9 % en 2008).

1.3.2. Taux de change

L'euro s'est apprécié de 11 % par rapport au dollar au cours de l'année 2007 sous l'effet combiné des faibles perspectives de croissance de l'économie américaine et de la réduction de l'écart entre les taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis et en Europe (de 175 à 25 points de base). De plus, les banques centrales en Asie et au Moyen-Orient continuent à réduire le poids du dollar dans leurs réserves monétaires au profit d'autres devises telles que l'euro.

L'euro s'est également apprécié considérablement par rapport à la livre britannique en 2007 (9 %). Jusqu'en août, le taux de change euro/livre sterling était resté assez stable, mais par la suite, la livre s'est fortement dépréciée suite à des spéculations sur les intentions de la banque centrale britannique de baisser ses taux. Tout comme l'économie américaine, l'économie britannique doit faire face à un tassement des prix de l'immobilier, à un taux d'épargne très faible et à un grand déficit du compte courant. La Banque d'Angleterre a déjà réduit une fois son taux directeur de 25 points de base en décembre.

Au cours du premier trimestre 2008, l'euro devrait encore s'apprécier légèrement par rapport au dollar, à la livre et à la plupart des autres devises, avant de se stabiliser au cours des trimestres suivants. Comme l'an passé, le taux de change effectif nominal pour la Belgique devrait néanmoins augmenter une nouvelle fois de 0,9 % en 2008, soutenu par un effet d'acquis de croissance positif prononcé.

1.4. Incertitudes liées à l'environnement international

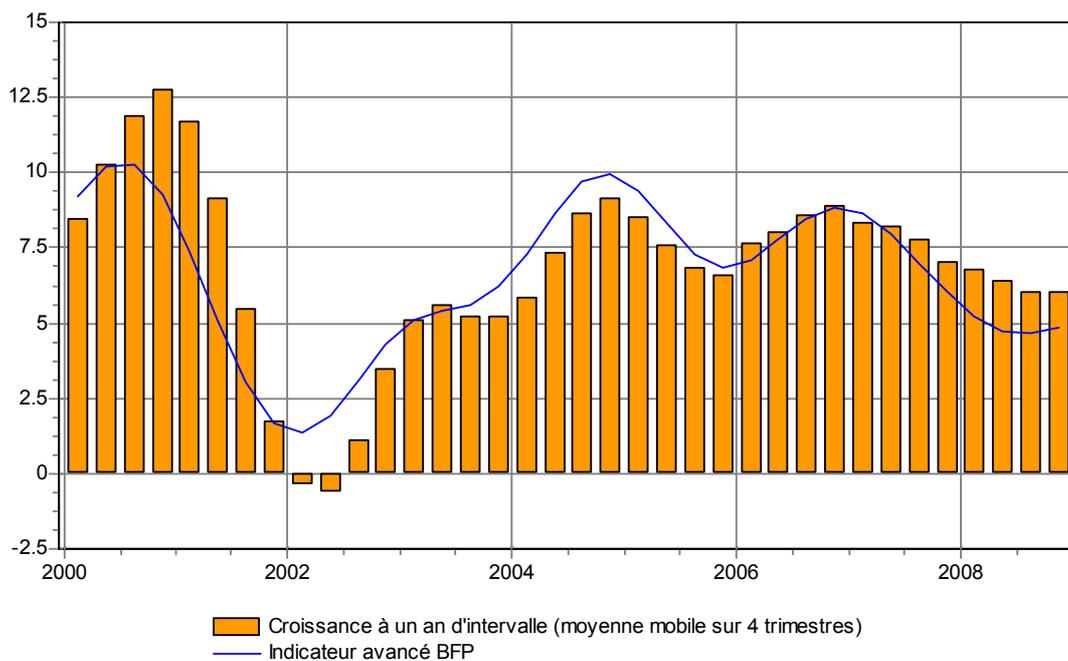
Le scénario présenté ci-dessus, basé en grande partie sur les perspectives de décembre de l'OCDE, est associé à des risques importants, surtout à la baisse, pour la conjoncture internationale. Sur la base de l'indicateur du BFP, un ralentissement plus prononcé de la croissance des marchés potentiels à l'exportation n'est pas exclu (voir graphique 5).

Ce scénario postule une stabilisation à un niveau élevé des prix des produits pétroliers et des autres matières premières. De nouvelles hausses des prix auraient toutefois pour effet de freiner encore davantage la croissance économique aux Etats-Unis et en Europe (baisse du revenu disponible réel pour les ménages, hausse des coûts de production pour les entreprises).

La projection tient compte d'un ralentissement sérieux de la croissance de l'économie américaine. On ne peut toutefois exclure une aggravation de la crise du marché immobilier (baisse plus sensible des prix des habitations et des investissements en logements) et par conséquent que l'économie américaine entre en récession. Un tel scénario aurait sans aucun doute des répercussions négatives pour les partenaires commerciaux des Etats-Unis.

En 2007, les turbulences sur les marchés financiers ont eu des effets relativement limités sur l'économie réelle. Des troubles supplémentaires sur les marchés financiers pourraient cependant déboucher sur des conditions de crédit plus strictes pour les ménages et les entreprises.

Graphique 5 Marchés potentiels à l'exportation de biens et services en volume
Données corrigées des variations saisonnières



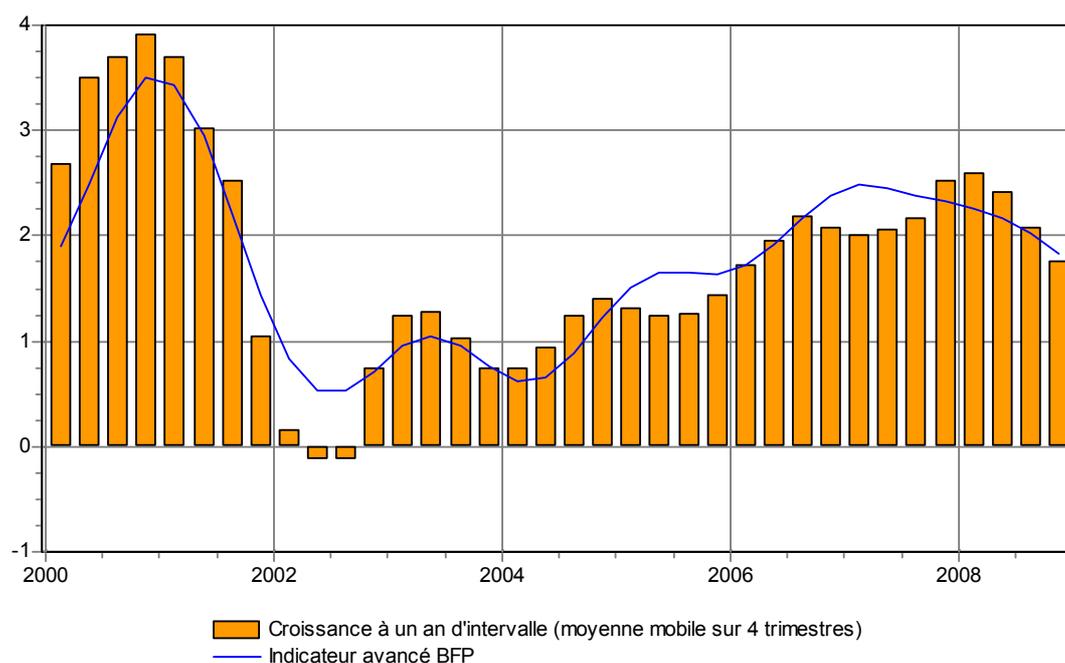
Source: CPN, ICN, BFP

2. Les composantes du PIB belge

2.1. Dépenses de consommation finale des particuliers

En Belgique, l'évolution du pouvoir d'achat des particuliers a été défavorable au cours de la période 2002-2005. Entre 2003 et 2005, le revenu disponible réel est même repassé sous le niveau de 2002 sous l'effet cumulé du recul des revenus de la propriété et de la faible croissance de l'emploi. De plus, l'indexation des salaires et des allocations sociales s'est avérée inférieure à l'augmentation du niveau général des prix compte tenu de la hausse des prix pétroliers. Néanmoins, la consommation privée s'est maintenue à un niveau relativement bon au cours de cette période et a progressé à un rythme annuel moyen de 1,1 %. En parallèle, le taux d'épargne a baissé de 4,2 points de pourcentage pour atteindre 12,2 %.

Graphique 6 Dépenses de consommation des particuliers en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires

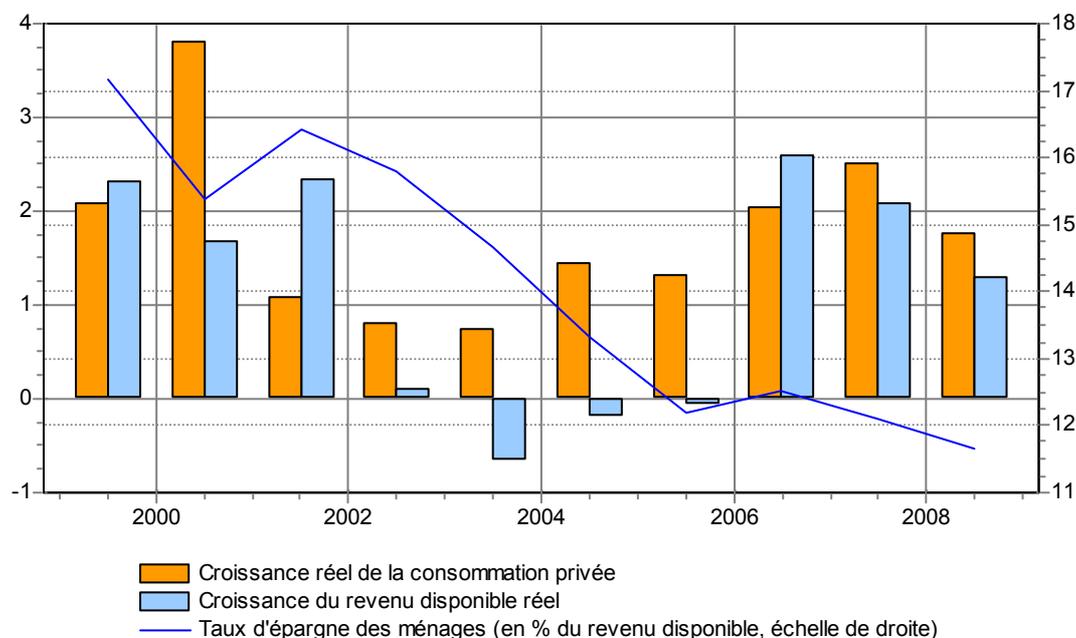


Source: ICN, BFP

En 2006, le revenu disponible réel des particuliers a crû de 2,6 %, soutenu par les nombreuses créations d'emploi et la mise en œuvre de la dernière phase de la réforme de l'impôt des personnes physiques. En 2007, la réforme de l'impôt n'a plus exercé d'impact supplémentaire sur le revenu des ménages. Néanmoins, la nouvelle hausse de l'emploi, la croissance relativement forte des salaires et l'augmentation tant des revenus nets de la propriété que des revenus mixtes ont fait progresser le pouvoir d'achat de 2,1 %. En 2008, la hausse du pouvoir d'achat ne devrait pas dépasser 1,3 % en raison du ralentissement des créations d'emploi, d'une croissance plus

modeste des salaires hors indexation et des poussées inflationnistes (c'est surtout la hausse des prix des carburants qui affecte le pouvoir d'achat étant donné que ces produits ne sont pas intégrés dans l'indice santé).

Graphique 7 Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne



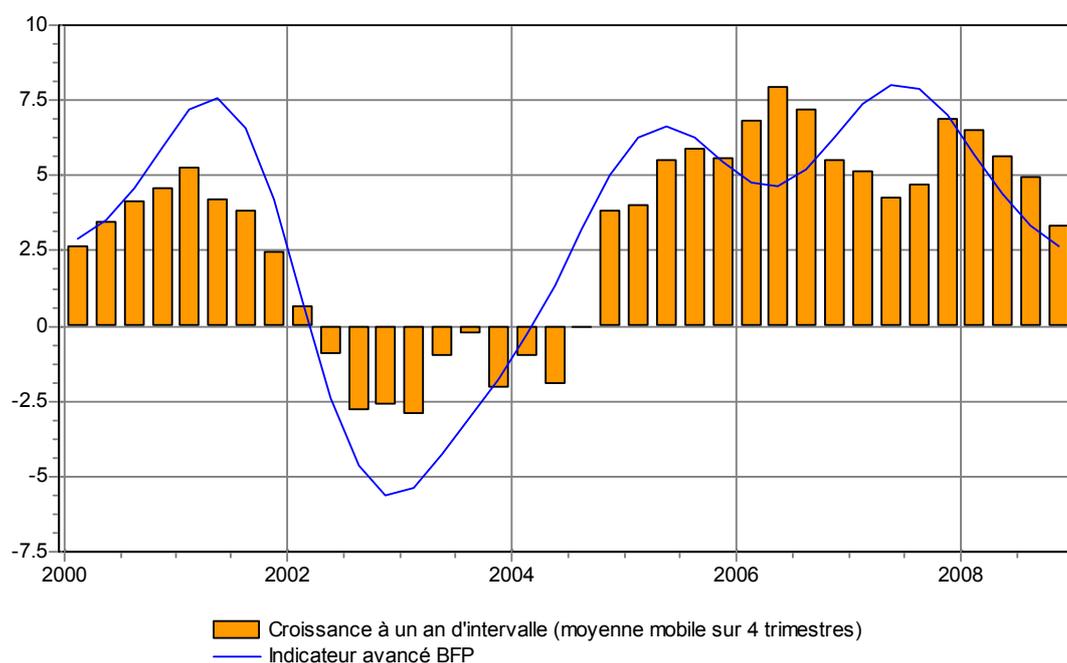
Source: ICN, BFP

En 2006, la consommation privée s'est clairement rétablie : son rythme de croissance de 2 % était le plus élevé depuis 2000. La consommation n'a pas évolué au même rythme que le pouvoir d'achat mais a fourni une importante impulsion à la croissance économique. L'indicateur de la confiance des consommateurs de la BNB s'est sensiblement rétabli depuis le quatrième trimestre 2005. Le climat conjoncturel favorable, et partant, la baisse du taux du chômage ont soutenu la confiance des consommateurs jusqu'à la mi-2007 et ont particulièrement dynamisé la croissance de la consommation au cours des trois premiers trimestres 2007. Les dépenses des particuliers devraient avoir augmenté de 2,5 % l'an dernier et le taux d'épargne être retombé à 12,1 %. En 2008, la croissance de la consommation privée (1,8 %) devrait à nouveau être supérieure à celle du pouvoir d'achat. Même si le taux d'épargne progresse légèrement dans le courant de 2008 compte tenu du pessimisme accru des consommateurs (appréciation moins favorable de la situation économique), il devrait néanmoins se tasser à 11,7 % sur base annuelle.

2.2. Investissements des entreprises

Les fluctuations de l'activité économique entraînent, via l'effet d'accélérateur, des fluctuations encore plus importantes au niveau des investissements. Ainsi, le ralentissement de la croissance économique observé au début de cette décennie a engendré un repli des investissements des entreprises en 2002 et 2003. Au cours des années suivantes, la conjoncture favorable a été propice aux investissements qui ont progressé plus rapidement que le PIB.

Graphique 8 Investissements des entreprises en volume (hors achats de bâtiments publics et de navires⁵)
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires

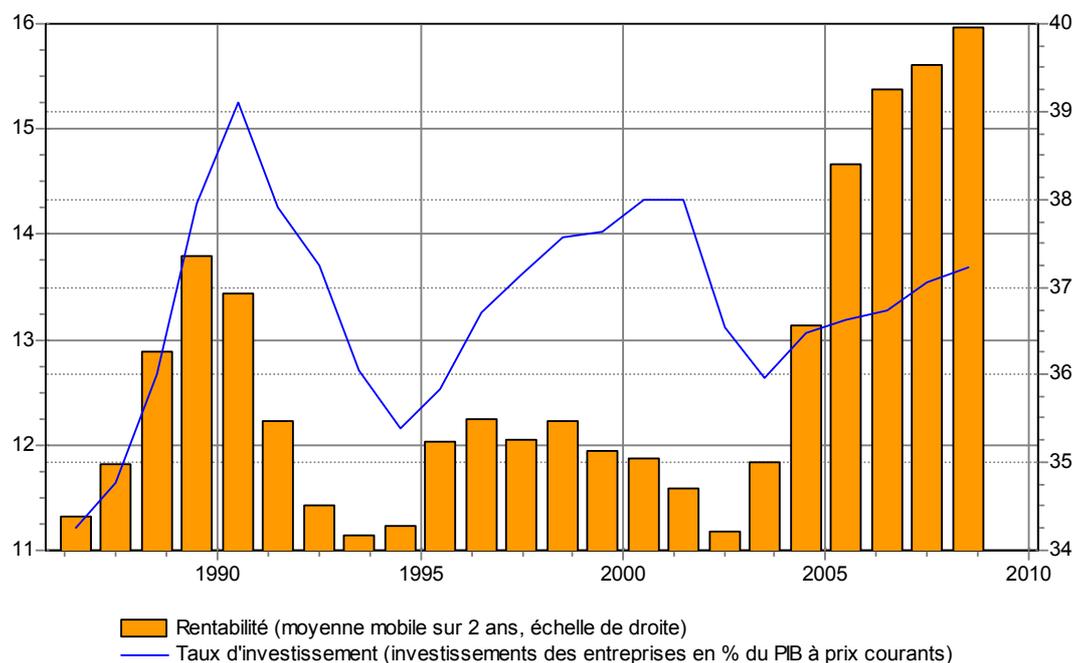


Source: ICN, BFP

Au cours du premier semestre 2007, les investissements des entreprises (hors acquisition de bâtiments publics⁶) ont constitué, avec la consommation privée, le principal moteur de l'économie belge. A la lumière des perspectives de demande moins favorables, le rythme des investissements s'est tassé à partir de la mi-2007. Grâce à un début d'année positif, la croissance moyenne des investissements devrait néanmoins s'établir à 7 % en 2007. Contrairement à 2006, peu de bâtiments publics ont été cédés au secteur privé en 2007, ce qui influence à la baisse la croissance des investissements totaux des entreprises (c'est-à-dire y compris les acquisitions de bâtiments publics) qui s'est établie à 5,3 % en 2007.

⁵ En 2004 et 2005, plusieurs entreprises maritimes ont acheté de nouveaux navires pour un montant considérable. Ces achats n'ont pas eu d'impact sur la croissance économique puisqu'ils ont été importés.

⁶ Dans les comptes nationaux, cette transaction est considérée comme un désinvestissement des pouvoirs publics, compensé par un investissement supplémentaire des entreprises.

Graphique 9 Taux d'investissement et rentabilité⁷ dans le secteur marchand

Source: ICN, BFP

En 2008, la croissance annuelle des investissements des entreprises ne devrait pas dépasser 3,4 %⁸ mais néanmoins être supérieure au rythme de croissance du PIB pour la cinquième année consécutive. Les déterminants du climat d'investissement offrent un tableau contrasté. D'une part, la croissance des investissements est freinée par des perspectives de débouchés moins favorables qui se reflètent notamment dans l'enquête de conjoncture de la BNB. La confiance des entrepreneurs s'est maintenue à un niveau élevé entre la mi-2006 et la mi-2007 mais s'effrite depuis lors. L'enquête d'automne 2007 de la BNB laisse entrevoir un ralentissement de la croissance nominale des investissements dans l'industrie manufacturière. D'autre part, le taux d'utilisation des capacités industrielles reste relativement élevé (83,5 % au troisième trimestre 2007). La rentabilité devrait progresser en 2008, ce qui devrait se traduire par une légère baisse de la part salariale (voir ci-après). La part des investissements des entreprises dans le PIB (en termes nominaux) devrait continuer à croître jusqu'à 13,7 % en 2008 mais rester en deçà du niveau de 14,3 % observé durant les années 2000-2001.⁹

⁷ Excédent brut d'exploitation des entreprises en % de la valeur ajoutée.

⁸ Ou de 3,3 % si les acquisitions de bâtiments publics sont prises en considération.

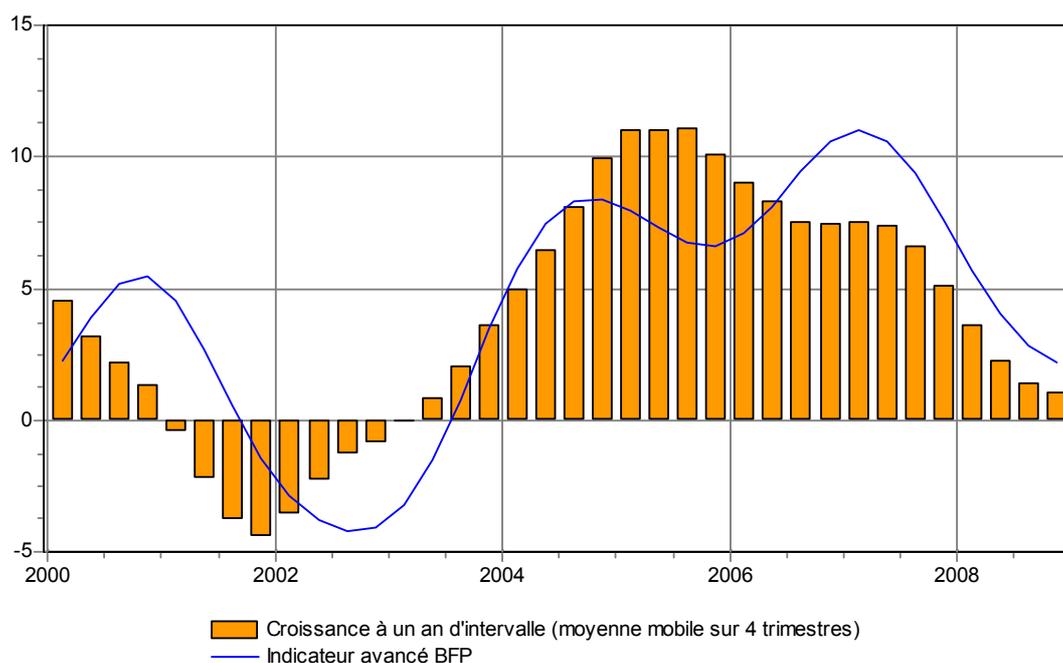
⁹ Le taux d'investissement est calculé sur la base du total des investissements des entreprises (en ce compris les acquisitions de bâtiments publics). Entre 2001 et 2006, on a vendu plus de bâtiments publics que précédemment, ce qui a eu un effet à la hausse en moyenne de 1 point de pourcentage sur le taux d'investissement. En 2008, il ne devrait pas y avoir de transactions majeures tout comme en 2007. Par conséquent, le taux d'investissement devrait être considéré comme 'normal'.

2.3. Investissements en logements

Ces cinq dernières années, les investissements en logements se sont sensiblement accrus. En 2004 et 2005, leur croissance en volume a approché les 10 % en dépit de l'évolution défavorable du pouvoir d'achat. En 2006, la dynamique de ces investissements s'est à peine essoufflée et leur taux de croissance a atteint 7,6 %. On peut noter que les autres déterminants des investissements en logements avaient évolué favorablement. Ainsi, les taux hypothécaires avaient atteint un niveau historiquement bas. De plus, la confiance des consommateurs s'était rétablie après avoir été au plus bas au début 2003 et un effet de rattrapage a pu jouer suite à la faiblesse des investissements durant les années 2000-2002. Il est également possible que le secteur de la construction ait été soutenu par le rapatriement de l'épargne des particuliers et que la nette augmentation des prix de l'immobilier ait rendu les investissements en logements plus attractifs.

Graphique 10 Investissements résidentiels en volume

Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Source: ICN, BFP

L'activité de la construction résidentielle a clairement dépassé son pic au début 2007, ce qui s'est traduit par un ralentissement progressif de sa croissance trimestrielle jusqu'à moins de 1 % (contre 2 % en 2006). Soutenue par sa dynamique favorable de 2006, la construction résidentielle devrait encore avoir progressé à un rythme annuel de 5,1 % en 2007. Néanmoins, la croissance en volume des investissements des ménages devrait retomber à 1 % en 2008 compte tenu de la faible progression du revenu disponible réel des ménages et de la hausse récente des taux hypothécaires. L'indicateur avancé du BFP pour la construction en logements qui tient compte no-

tamment des enquêtes auprès des architectes¹⁰ et des demandes de crédits hypothécaires laisse apparaître un point de retournement au début 2007. L'indicateur conjoncturel lissé de la BNB pour le secteur de la construction fait ressortir une évolution similaire.

2.4. Dépenses publiques

En 2005 et 2006, la consommation publique en volume est restée stable. Cette stabilisation est principalement attribuable à la faible progression des dépenses de soins de santé. Cette évolution, conjuguée au recul des achats nets de biens et de services (en volume), a compensé la croissance de la masse salariale dans le secteur public. En 2007, la consommation publique aurait augmenté de 2,6 % sous l'effet d'un retour à un rythme de croissance tendanciel des dépenses de soins de santé. En 2008, la consommation publique devrait s'accroître au même rythme. D'une part, les dépenses de soins de santé devraient s'accélérer en raison de la prise en charge, par les pouvoirs publics, de l'assurance des petits risques des indépendants (glissement de la consommation privée vers la consommation publique). D'autre part, l'emploi public devrait progresser moins vite qu'en 2007, ce qui devrait tempérer la croissance de la masse salariale dans le secteur public.

Les investissements publics ont progressé de 4 % en volume en 2007 et devraient pratiquement se stabiliser cette année. En 2006 et 2007, la croissance des investissements publics est déterminée, dans une large mesure, par la vente de bâtiments publics au secteur privé.¹¹ Si l'on ne tient pas compte de ces ventes dans le calcul, les investissements publics ont augmenté (en volume) de 5,9 % en 2006 et ont diminué de 7,9 % en 2007. Le profil d'évolution en 2006 et 2007 s'explique principalement par la politique d'investissement des pouvoirs locaux. Généralement, ceux-ci intensifient leurs dépenses d'investissement à l'approche des élections communales (qui se sont déroulées en octobre 2006) pour ensuite les réduire.

2.5. Variations de stocks

En 2006, la formation de stocks a contribué de manière sensible à la croissance économique, à concurrence de 0,9 point de pourcentage. Cette contribution positive importante est probablement consécutive à la reprise économique qui s'accompagne généralement d'une accélération de la constitution de stocks afin de pouvoir répondre à une augmentation inattendue de la demande. En 2007, un nombre croissant de chefs d'entreprise (surtout dans la branche du commerce) a jugé son niveau de stock trop élevé, ce qui s'est traduit par une contribution légèrement négative de la formation de stocks à la croissance économique. En 2008, la contribution de la formation de stocks à la croissance économique serait nulle par hypothèse.

¹⁰ Plus précisément le volume de projets définitifs de constructions d'habitation et les perspectives de contrats.

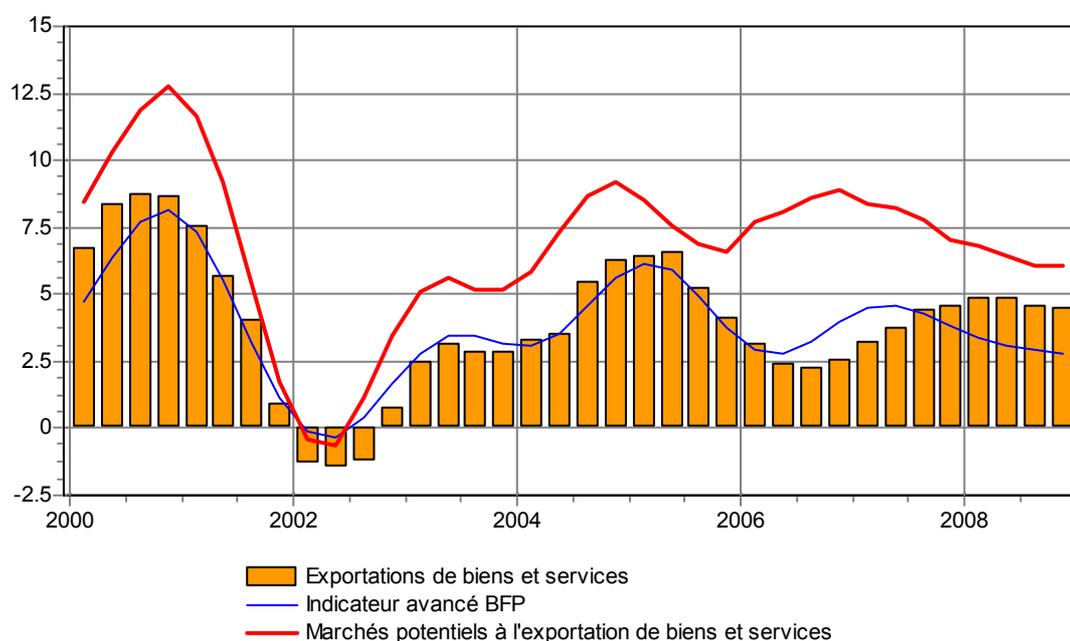
¹¹ Dans les comptes nationaux, la vente de bâtiments publics est déduite du total des investissements publics. En 2006, le produit de la vente a été sensiblement plus élevé en 2006 par rapport à 2005 et a de nouveau diminué en 2007. Etant donné qu'il n'y a pas de transactions majeures en 2007 et 2008, le taux de croissance des investissements publics n'est pas affecté par ce facteur en 2008.

2.6. Exportations et importations

La croissance des exportations belges est déterminée par l'évolution des débouchés et de la compétitivité. La croissance des marchés extérieurs pertinents pour la Belgique, estimée sur la base des prévisions de croissance des importations de nos principaux partenaires commerciaux, s'est établie à 7,1 % l'an dernier, contre 8,9 % en 2006. Ce ralentissement de la croissance annuelle du potentiel des débouchés de la Belgique correspond à celui du commerce mondial (recul de 9,5 % en 2006 à 6,9 % en 2007). En 2008, la croissance des marchés extérieurs pertinents pour la Belgique devrait se tasser à 6 % en raison du ralentissement de la croissance de l'économie européenne.

En 2007, le taux de change effectif de la Belgique s'est apprécié de 0,9 %, principalement sous l'effet de la perte de valeur du dollar américain et de la livre britannique par rapport à l'euro. D'après les cotations du 18 décembre sur les marchés à terme, l'euro devrait se stabiliser en 2008 à son niveau de la fin 2007. Néanmoins, le taux de change effectif devrait en moyenne s'apprécier de 0,9 % cette année en raison d'un effet d'acquis de croissance positif. Cette appréciation du taux de change affecte la compétitivité-prix des exportateurs belges au cours de la période de projection.

Graphique 11 Exportations de biens et services en volume
Croissance à un an d'intervalle, moyennes mobiles sur 4 trimestres



Source: CPB, ICN, BFP

En 2007, la croissance des exportations belges s'est établie - selon les estimations - à 4,6 % en volume, entraînant une perte de parts de marché (soit l'écart par rapport au taux de croissance des débouchés potentiels) de 2,5 points de pourcentage. Le taux de croissance annuel des expor-

tations a été nettement influencé à la baisse par une mauvaise performance en début d'année. Cette évolution, conjuguée à un effet d'acquis de croissance positif, devrait se traduire par une progression pratiquement aussi soutenue des exportations en 2008 (4,5 %) qu'en 2007, et ce en dépit d'une évolution moins soutenue des débouchés extérieurs. Sur base trimestrielle, l'appréciation du taux de change devrait progressivement creuser les pertes de parts de marché en 2008. Néanmoins, bien que la Belgique continue à perdre des parts de marché en 2008, ces pertes devraient davantage correspondre à la tendance historique.

En dépit d'un ralentissement de la demande finale (demande intérieure plus exportations), les importations devraient progresser de 4,8 % en 2008, soit à un rythme pratiquement aussi soutenu qu'en 2007. Cette évolution s'explique par la forte croissance des importations mesurée aux deuxième et troisième trimestres 2007, ce qui a induit un effet d'acquis de croissance positif en 2008. Par conséquent, les exportations nettes contribuent négativement à concurrence de 0,1 point de pourcentage à la croissance du PIB, tout comme en 2007.

En 2008, les prix internationaux¹² hors énergie - exprimés en euros - devraient se stabiliser suite à l'appréciation sensible du taux de change (+0,2 % après un léger recul de 0,4 % en 2007). En dépit de la hausse des prix pétroliers exprimés en euros, l'augmentation des prix à l'importation se limiterait à 2 % (contre 2,3 % en 2007). Quant aux prix belges à l'exportation, ils devraient augmenter de 1,9 % cette année (contre 2,7% en 2007). Ces évolutions se traduisent par une amélioration des termes de l'échange en 2007 (+0,4 %) et par leur légère détérioration en 2008 (-0,2 %).

Cette année, le solde des opérations courantes devrait retomber à 2,5 % (contre 2,9 % en 2007) en raison à la fois de la baisse des exportations nettes en volume et de la détérioration des termes de l'échange.

¹² Les prix internationaux sont calculés comme la moyenne pondérée des prix à l'exportation des partenaires commerciaux.

3. Evolution des prix et salaires

3.1. Evolution des prix intérieurs

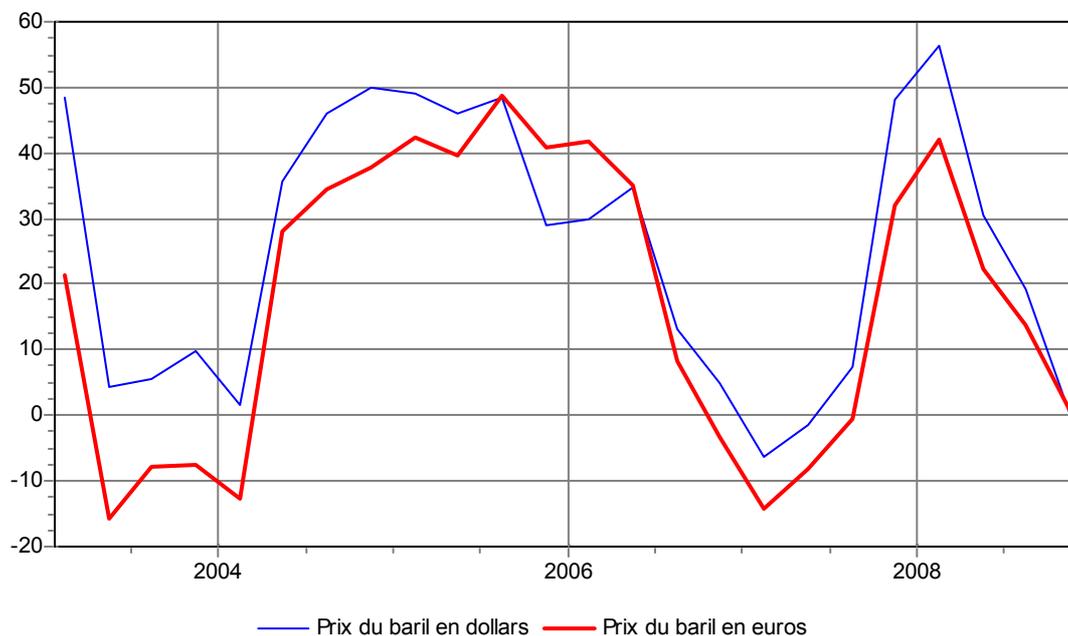
Entre 2004 et 2006, l'augmentation continue des prix du pétrole a alimenté l'inflation en Belgique. Au cours de ces trois années, le cours du Brent exprimé en dollar a progressé de 31 % par an en moyenne. L'euro s'étant parallèlement apprécié par rapport au dollar, les prix du pétrole exprimés en euro ont augmenté dans une moindre mesure (27 % par an en moyenne). Au cours de cette période, l'inflation annuelle moyenne de 2,2 % a été nettement supérieure à l'inflation sous-jacente¹³ qui a atteint 1,5 %.¹⁴ De plus, l'inflation sous-jacente est restée pratiquement stable en dépit de la hausse continue du prix du pétrole. Cette situation s'explique par une croissance limitée des coûts salariaux et une concurrence internationale accrue qui exerce des pressions à la baisse sur l'évolution des prix des produits non énergétiques importés. De plus, la tendance à la baisse de l'intensité énergétique du PIB fait que l'inflation sous-jacente est moins sensible aux fluctuations du prix de l'énergie.

Au cours des trois premiers trimestres 2007, l'inflation mesurée sur base de l'évolution à un an d'intervalle de l'indice national des prix à la consommation (INPC), s'est avérée nettement inférieure à l'inflation sous-jacente, et ce en raison de deux facteurs. Premièrement, les prix pétroliers exprimés en euro se sont révélés en moyenne 7 % plus bas que durant les trois premiers trimestres de 2006. Cette évolution est attribuable dans son ensemble à l'appréciation de l'euro puisque le cours du Brent en dollar est resté stable. Deuxièmement, les prix du gaz naturel ont fortement diminué en raison à la fois de la baisse des cours du gaz sur les marchés internationaux et de la libéralisation du marché du gaz en Régions bruxelloise et wallonne. L'effet de cette baisse sur l'inflation a, en outre, été renforcé par la nouvelle méthode de prise en compte des prix du gaz naturel dans l'INPC. Au cours du quatrième trimestre 2007, l'inflation était sensiblement supérieure à l'inflation sous-jacente compte tenu de la croissance positive à un an d'intervalle des prix du pétrole.

¹³ L'inflation sous-jacente est calculée en épurant l'INPC de l'impact des changements de prix d'origine administrative et de l'évolution des prix des composantes traditionnellement très volatiles. Le calcul de l'inflation sous-jacente exclut donc les éléments suivants : les modifications de la TVA, des accises, des autres impôts indirects et de la taxe de circulation, ainsi que l'évolution des prix de l'eau, des produits énergétiques, du tabac, des boissons alcoolisées, de la viande et des fruits et légumes frais.

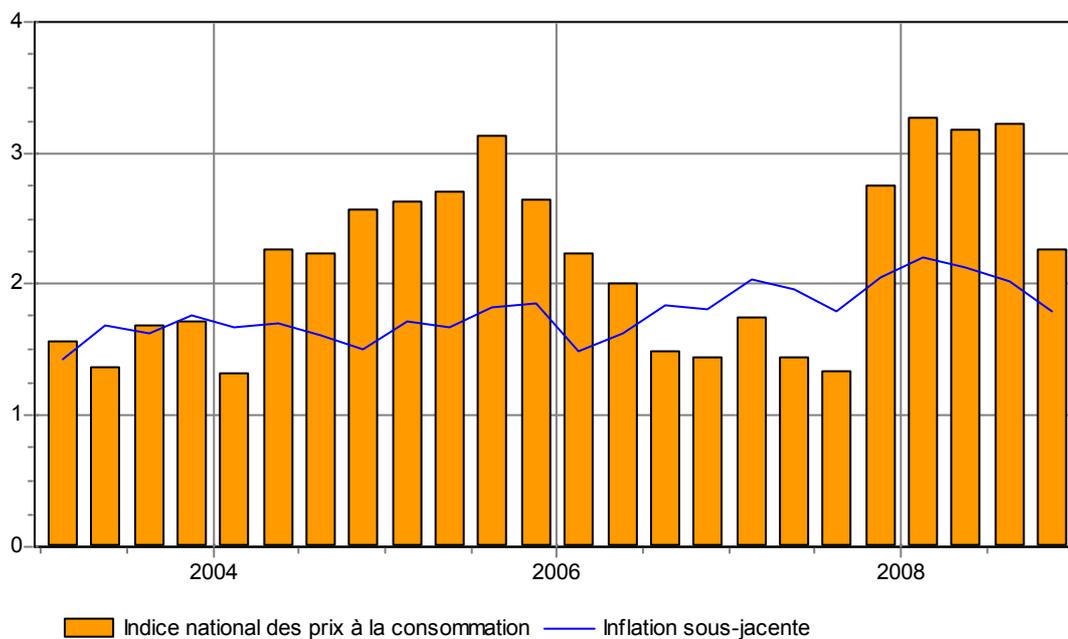
¹⁴ Il est à remarquer que le chiffre de l'inflation sous-jacente en 2006 est artificiellement bas suite à l'introduction d'un nouveau panier de produits en vue du calcul de l'indice national des prix à la consommation. Le biais n'est corrigé que dans le graphique 13.

Graphique 12 Prix du baril de Brent en dollars et en euros
Croissance à un an d'intervalle



Source: Datastream, BFP

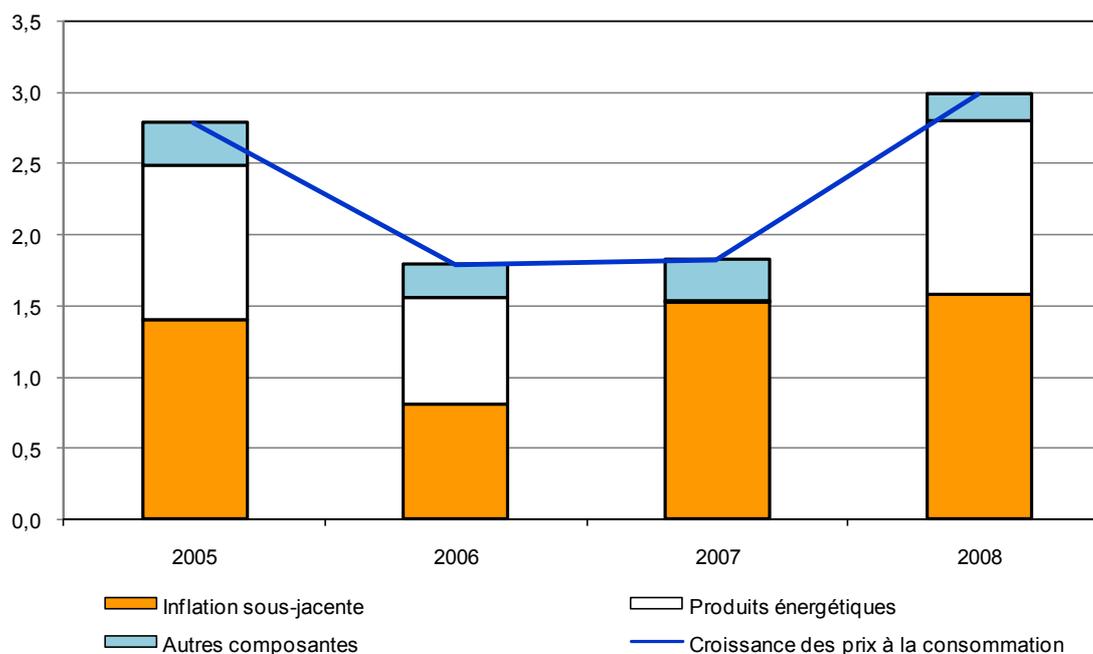
Graphique 13 Evolution trimestrielle de l'inflation
Croissance à un an d'intervalle



Source: SPF Economie, BFP

Etant donné que la contribution plus élevée de l'inflation sous-jacente et des 'autres composantes' a été compensée par une contribution moins importante des produits énergétiques (voir graphique 14), l'inflation moyenne s'est maintenue au niveau de 1,8 % en 2007. La contribution particulièrement faible de l'inflation sous-jacente en 2006 s'explique en grande partie par l'introduction d'un nouveau panier de produits pour le calcul de l'INPC. Quant au déflateur de la consommation des particuliers, qui n'est pas affecté par ce changement, il a progressé de 2,5 % en 2006 (soit de 0,7 point de pourcentage de plus que l'inflation). En ce qui concerne la contribution plus élevée des 'autres composantes' en 2007, elle est attribuable à la nette augmentation des accises sur le tabac. Par contre, les produits énergétiques ont à peine contribué à l'inflation puisque la baisse des prix du gaz (voir ci-avant) est compensée par la hausse limitée des autres produits énergétiques.

Graphique 14 Décomposition de l'indice des prix à la consommation
Contribution (en %) à la croissance des prix à la consommation



Source: SPF Economie, BFP

En 2008, l'inflation sous-jacente devrait pratiquement rester stable par rapport à son niveau en 2007. Les fortes augmentations de prix des denrées alimentaires transformées, qui sont intervenues ces derniers mois, exercent des pressions à la hausse sur l'inflation sous-jacente.¹⁵ Par contre, l'évolution du prix des autres produits composant l'inflation sous-jacente se ralentit compte tenu de l'appréciation du taux de change effectif de l'euro pour la Belgique, laquelle a pour effet de modérer l'inflation importée. On table sur une normalisation de l'évolution des

¹⁵ Ce sont les prix des produits laitiers qui ont connu la hausse la plus sensible : ils ont augmenté de 11,1 % entre septembre et décembre 2007. Les prix des produits céréaliers (+6,4 %), des huiles et des graisses (+5,4 %) ont eux aussi progressé plus rapidement, sur cette période, que d'accoutumée.

prix des denrées alimentaires transformées dans le courant de cette année, ce qui ramènerait l'inflation sous-jacente sous les 2 % au dernier trimestre 2008.

Cette année, la contribution de la composante énergétique à l'inflation devrait être 1,2 point de pourcentage plus élevée qu'en 2007 et constituer le principal moteur de l'accélération de l'inflation. Deux tiers de cette contribution sont attribuables à l'augmentation des prix du pétrole qui, exprimés en euro, ont progressé de 20 %. Une petite partie de l'effet de la hausse des prix pétroliers sur l'inflation (moins de 0,1 point de pourcentage) a été neutralisée par la baisse le 5 décembre 2007¹⁶ de l'accise spéciale sur le diesel. Le 'système du cliquet inversé', qui prévoit une baisse de l'accise spéciale sur les carburants en cas de dépassement d'un seuil prédéfini, a été réactivé pour l'essence. Etant donné que le prix maximum de l'essence (indice d'octane 95) n'a jamais dépassé le seuil de 1,5 euro le litre, le système du cliquet inversé n'a encore jamais joué pour ce type de carburant.¹⁷

Un tiers de la contribution énergétique à l'inflation (soit 0,4 point de pourcentage) n'est donc pas lié au prix du baril de Brent mais bien à deux autres facteurs. Premièrement, les deux principaux fournisseurs de gaz en Belgique ont sensiblement majoré le prix du gaz naturel au cours du dernier trimestre 2007¹⁸, ce qui a alimenté l'inflation à concurrence de 0,2 point de pourcentage. Deuxièmement, les gestionnaires du réseau de distribution ont sensiblement relevé leurs tarifs pour 2008. Ces augmentations seront répercutées dans le prix du gaz et de l'électricité et alimenteront aussi l'inflation à hauteur de 0,2 point de pourcentage.

Puisque les prix du pétrole exprimés en euro n'ont guère évolué en 2007 par rapport à 2006, l'indice santé et l'INPC ont progressé au même rythme (1,8 %) l'an dernier. Par contre, en 2008, l'évolution du prix des carburants devrait dépasser le rythme de l'inflation. L'indice santé (qui ne tient pas compte de l'évolution du prix des boissons alcoolisées, du tabac et des carburants) devrait en conséquence évoluer moins rapidement (2,8 %) que l'INPC (3 %).

¹⁶ Le niveau actuel de cette accise correspond au minimum défini à l'échelle européenne; de nouvelles baisses sont donc à exclure.

¹⁷ Puisque l'on table sur une baisse progressive du prix des carburants en 2008, le système du cliquet inversé ne devrait pas non plus être appliqué en 2008.

¹⁸ Il est à remarquer que la hausse du prix du gaz ne sera pas appliquée à l'ensemble des clients d'un fournisseur avant juin 2008. Pour les consommateurs qui ont signé un contrat (d'un an) avec le fournisseur de gaz, la nouvelle tarification ne peut être appliquée qu'après expiration du contrat.

3.2. Indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales

En raison de la progression exceptionnelle de l'indice santé au cours du premier trimestre 2007 et du premier trimestre 2008¹⁹, l'indice pivot pour le secteur public devrait être dépassé à deux reprises dans un intervalle de six mois. L'indice précédent (de 106,22) a été dépassé en décembre 2007 et le dépassement de l'indice actuel (de 108,34) devrait intervenir en mai 2008. En conséquence, les allocations sociales devraient être adaptées à l'augmentation du coût de la vie à hauteur de 2 % à la fois en janvier et juin 2008. Quant aux salaires et traitements dans la fonction publique, ils devraient être augmentés de 2 % en février et juillet 2008.

3.3. Evolution salariale dans le secteur marchand

3.3.1. Evolution du coût salarial

Les coûts salariaux horaires ont connu une croissance cumulée de 4,9 % (2 % et 2,9 %) sur la période 2005-2006, ce qui implique un dépassement de la norme indicative de 4,5 % qui avait fait l'objet de l'accord social 2005-2006. Cette évolution est due à la fois à la hausse plus sensible (1,6 %) des salaires bruts avant indexation par rapport à la norme salariale (1,2 %) et à l'indexation des salaires qui s'est avérée plus rapide (4 %) qu'escompté en janvier 2005 (3,3 %). Cette indexation plus rapide s'explique principalement par une hausse plus importante que prévu des prix des produits pétroliers qui a été partiellement compensée suite à l'introduction en janvier 2006 d'un nouveau panier de produits (voir section 3.1). Par contre, la baisse du taux implicite de cotisations patronales au sens large²⁰ s'est traduite par une progression moins rapide des coûts salariaux horaires nominaux par rapport à celle des salaires horaires bruts nominaux.

Depuis 1997, la formation des salaires dans le secteur privé est organisée dans le cadre de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité. Cette loi a pour objectif d'aligner l'évolution des salaires en Belgique sur la moyenne de nos trois pays voisins. En application de cette loi, les partenaires sociaux ont approuvé, en février 2007, le projet d'accord pour la période 2007-2008. Cet accord fixe le plafond de la hausse cumulée des coûts salariaux horaires nominaux à 5 %, qui devient ainsi la norme indicative pour les négociations salariales au niveau sectoriel et au niveau des entreprises.

D'après les chiffres trimestriels des comptes nationaux, la croissance du coût salarial horaire nominal se serait établie à 2,8 % en 2007. Cette croissance est le résultat de nombreux facteurs. D'une part, les primes de licenciement²¹ payées dans le cadre d'une restructuration importante

¹⁹ Depuis son introduction en 1994, c'est la première fois que l'indice santé progresse aussi rapidement dans l'intervalle de deux trimestres. Cette évolution rapide est due aux augmentations sensibles et concomitantes des prix des denrées alimentaires et énergétiques.

²⁰ A savoir les cotisations patronales payées à la sécurité sociale et aux autorités fédérales, les cotisations fictives et les cotisations extralégales (payées au secteur des assurances), exprimées en pour cent de la masse salariale brute.

²¹ Comptabilisées dans les comptes nationaux comme cotisations patronales fictives sur lesquelles des cotisations

et le changement de date de versement des cotisations patronales dues sur le pécule de vacances de travailleurs qui changent d'emploi ont influencé cette croissance à la hausse. D'autre part, la croissance du coût salarial dans le secteur marchand a été limitée puisque les pensions des fonctionnaires statutaires de la SNCB sont prises en charge dans leur totalité, depuis 2007, par les pouvoirs publics et non plus par le secteur institutionnel des entreprises.²² Au total, ces changements ont induit une augmentation du taux implicite de cotisations patronales au sens large de 0,1 point de pourcentage. Cette augmentation, cumulée à l'indexation salariale de 1,7 % intervenue en 2007, a débouché sur une hausse de 1 % des salaires bruts avant indexation.

Tableau 1 Formation du coût salarial dans le secteur marchand
Contributions en points de pourcentage à la croissance du coût salarial horaire nominal

	2005	2006	2007	2008
Norme salariale				
Croissance du coût salarial horaire nominal	4,5		5,0	
a. Indexation	3,3		3,9	
b. Hausse salariale horaire brute avant indexation ^a	1,2		1,1	
Réalisations/perspectives				
Croissance du coût salarial horaire nominal	2,0	2,9	2,8	3,1
a. Indexation	2,1	1,8	1,7	2,7
b. Hausse salariale horaire brute avant indexation ^a	0,4	1,1	1,0	0,6
c. Cotisations patronales totales ^b	-0,5	0,0	0,1	-0,2

a. Hausses salariales conventionnelles avant indexation plus dérive salariale

b. Cotisations patronales légales, extralégales et fictives

En 2008, la hausse salariale brute avant indexation devrait correspondre à la hausse salariale conventionnelle calculée par le Conseil central de l'économie²³ sur la base des conventions collectives de travail 2007-2008. L'indexation salariale devrait s'établir à 2,7 %, soit à un niveau nettement supérieur à celui de 2007 en raison des hausses de prix des produits énergétiques et alimentaires (voir section 3.1). Cette année, la croissance des coûts salariaux horaires nominaux devrait être influencée à la baisse par les cotisations patronales. En effet, les cotisations patronales fictives devraient diminuer sous l'effet de l'évolution des primes de licenciement. Après avoir connu une croissance exceptionnelle en 2007, elles devraient renouer cette année avec un rythme de croissance 'normal'. Ainsi, le coût salarial horaire nominal devrait augmenter de 3,1 % en 2008.

Sur la période 2007-2008, la croissance cumulée du coût salarial horaire nominal devrait dépasser de 0,9 point de pourcentage le seuil fixé dans l'accord interprofessionnel de février 2007. Ce dépassement s'explique à la fois par l'augmentation plus marquée des salaires horaires bruts avant indexation (en 2007) et par une indexation salariale plus rapide (en 2008).

personnelles et patronales légales sont prélevées.

²² Cette transaction a un impact sur les cotisations patronales fictives.

²³ Voir Conseil central de l'économie, 'Rapport technique du secrétariat sur les marges maximales disponibles pour l'évolution du coût salarial', novembre 2007, p. 10.

3.3.2. Réductions des cotisations patronales, subventions salariales et bonus crédit d'emploi

En 2008, les réductions de cotisations patronales stagnent par rapport à 2007 étant donné qu'aucune nouvelle mesure n'a été introduite. Cette année, les subventions salariales progressent de 404 millions d'euros sous l'effet principalement de la ristourne générale de précompte professionnel qui atteint sa vitesse de croisière (50 % de la hausse des subventions salariales), du recours accru aux titres-services (25 %) et de l'augmentation du coût des mesures 'heures supplémentaires, travail en équipe et travail de nuit' (20 %) imputable à la croissance de la masse salariale brute à laquelle s'applique ces mesures.

Tableau 2 Réductions ex ante des charges salariales dans le secteur marchand et pour les ménages (1999-2008, millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Réductions des cotisations patronales	1518	2589	2976	3029	3170	3784	4254	4419	4622	4632
Subventions salariales	230	454	546	516	652	833	1140	1719	2278	2682
Total employeurs	1748	3042	3522	3545	3822	4618	5393	6138	6900	7314
Réductions des cotisations personnelles	0	81	99	90	154	159	258	610	657	642

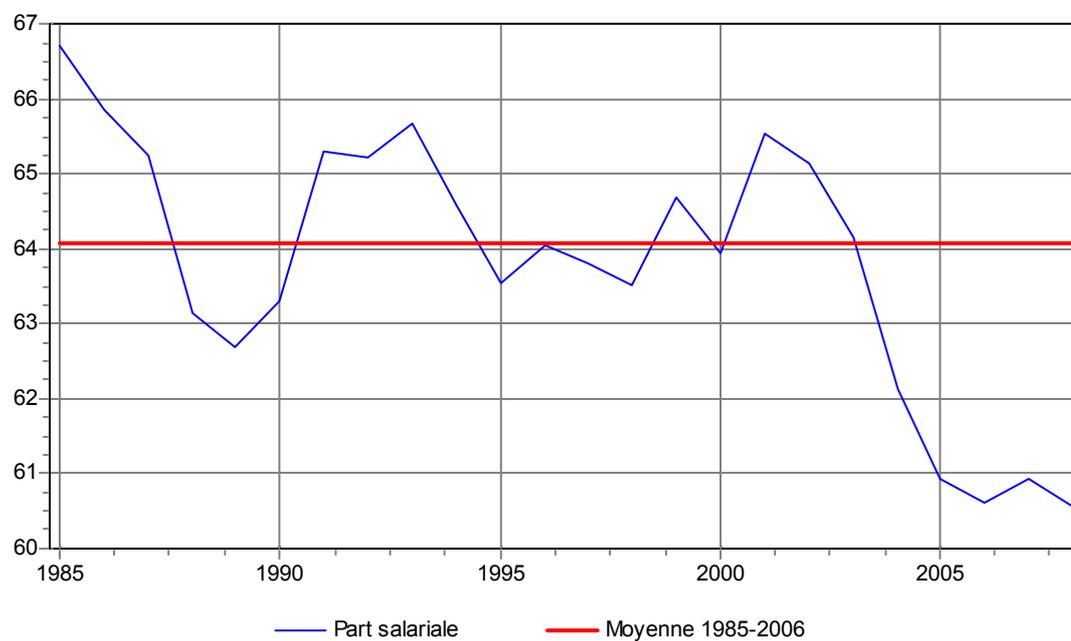
En 2008, les réductions de cotisations personnelles ciblées sur les bas salaires diminuent légèrement (de l'ordre de 15 millions d'euros) étant donné que le relèvement des plafonds salariaux du bonus crédit d'emploi ne compense pas suffisamment la hausse salariale moyenne des travailleurs à faibles revenus, ce qui affaiblit l'impact du renforcement des modalités décidé en 2007.

3.3.3. Evolution de la part salariale

Sur la période 2002-2006, la part salariale²⁴ a sensiblement diminué en raison de la forte croissance de la productivité du travail par rapport à celle des coûts salariaux horaires avant indexation et, dans une moindre mesure, de l'évolution des prix, en d'autres termes le décalage de l'indexation des salaires par rapport à la croissance du déflateur de la valeur ajoutée. En 2007, la situation a évolué. La part salariale dans la valeur ajoutée est passée à 60,9 % (contre 60,6 % en 2006) étant donné que la hausse limitée de la productivité n'a pas été suffisante pour compenser l'évolution des coûts salariaux et des prix. En 2008, on table sur une évolution plus modérée du coût des coûts salariaux horaires avant indexation (voir section 3.3.1). Cette évolution, conjuguée à un rétablissement de la croissance de la productivité, devrait entraîner un léger tassement de la part salariale jusqu'à 60,5 %, soit un niveau largement en dessous de la moyenne observée sur la période 1985 -2006.

²⁴ Calculée ici comme la part des coûts salariaux dans la valeur ajoutée du secteur institutionnel des entreprises.

Graphique 15 Evolution de la part salariale
Secteur des entreprises



Source: ICN, BFP

4. Marché du travail

En 2006, la croissance de la valeur ajoutée dans le secteur marchand a atteint 3,1 %, soit son niveau le plus élevé depuis 2000. L'année passée encore, la croissance dans ce secteur est restée nettement supérieure à son niveau tendanciel (2,8 %). Cette accélération de l'activité s'est à peine répercutée sur la croissance de la productivité horaire: elle est passée de 1,1 % à 1,3 % en 2006 et serait retombée à 0,6 % l'année passée. Quant aux salaires horaires bruts avant indexation, ils ont augmenté nettement plus rapidement en 2006 et en 2007 qu'en 2005, mais devraient connaître une évolution plus modérée cette année (voir chapitre 3).

Cette évolution implique que la croissance récemment enregistrée dans le secteur marchand a été relativement intensive en main-d'oeuvre: le volume de travail (en heures) a progressé de 1,8 % en 2006 et devrait encore augmenter de 2,2 % en 2007. Il est à noter que la croissance de l'effectif de l'emploi comptabilisé en nombre de personnes est un peu moins élevée sur cette période (respectivement +1,6 % et +2,1 %) puisque l'accélération de la croissance est partiellement compensée par un allongement du temps de travail. Dans le secteur marchand, la durée moyenne du temps de travail par tête a diminué de 0,35 % en 2005, mais a augmenté de 0,25 % sur l'ensemble des deux dernières années.

En outre, la hausse du nombre de travailleurs indépendants²⁵ est frappante. Alors que leur nombre avait diminué de façon continue au cours de la période 1997-2004 (baisse cumulée de 31 400 unités), il a depuis lors augmenté de 15 600 unités en deux ans. Selon les données trimestrielles actuellement disponibles, la hausse annuelle du nombre d'indépendants devrait même représenter 13 500 unités en 2007. Ce renversement de tendance est clairement visible dans les secteurs de la construction, du commerce et de l'horeca et s'explique en partie par le nombre croissant de ressortissants des nouveaux Etats membres de l'UE qui s'installent en Belgique sous ce statut.

D'autre part, dans le secteur marchand, la progression de l'emploi salarié est fortement soutenue par la nette augmentation du nombre de personnes recrutées dans le cadre du programme des titres-services lancé en 2003. En 2006, pas moins de 35 500 personnes (en moyenne annuelle) travaillaient dans le cadre de ce programme; l'année passée, leur nombre serait même passé à 51 100. Cette hausse de l'emploi via les titres-services freine l'évolution tant de la productivité que des salaires bruts par tête dans le secteur marchand. En effet, le salaire brut par tête dans les entreprises de titres-services n'atteint même pas le tiers du salaire brut moyen de l'ensemble du secteur marchand.

La croissance de l'activité du secteur marchand s'essouffle progressivement depuis le second semestre 2007. Dès lors, la croissance de la valeur ajoutée devrait retomber à 2,1 % en moyenne annuelle cette année. Puisque la croissance de l'emploi dans le cadre du programme titres-

²⁵ Y compris les aidants.

services (emploi à faible productivité) devrait elle aussi quelque peu se ralentir, la croissance de la productivité horaire du travail devrait remonter légèrement à 0,9 %. Par conséquent, la progression du volume du travail devrait clairement se tasser et retomber à 1,2 %. La croissance à un trimestre d'intervalle du volume de travail a encore atteint 0,6 % en moyenne au cours du premier semestre 2007 et un peu plus de 0,4 % au cours du second semestre. En 2008, elle ne devrait pas dépasser 0,2 % en moyenne sur base trimestrielle. Compte tenu d'une légère baisse tendancielle de la durée moyenne du travail (-0,1 %), la croissance de l'emploi dans le secteur marchand devrait se ralentir pour s'établir à 1,3 %.

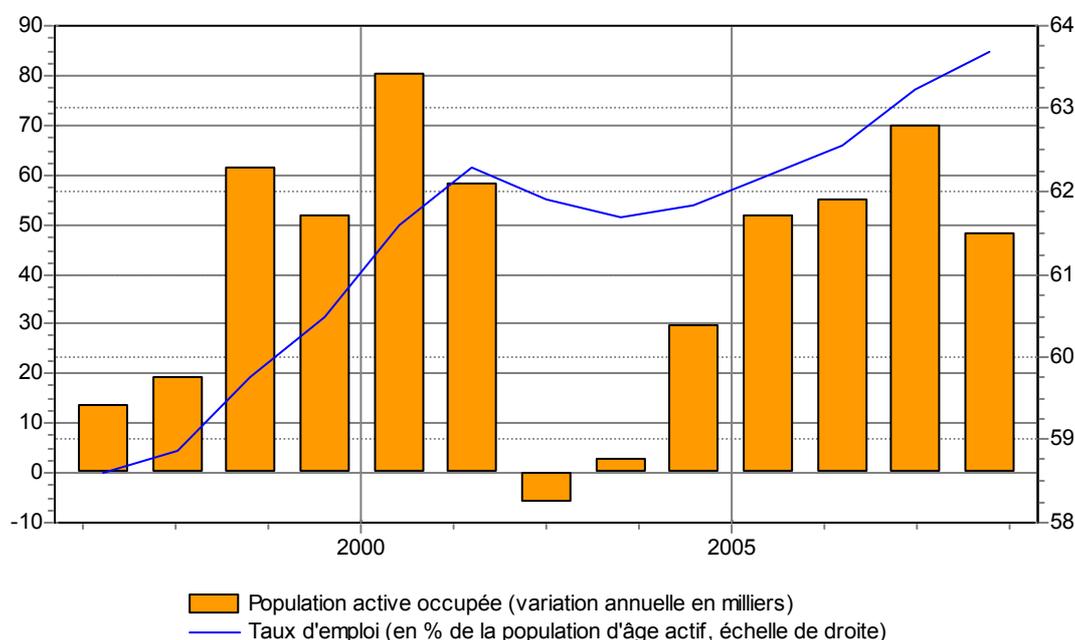
En 2006, l'emploi public a augmenté de 3 200 unités, ce qui représente l'augmentation la plus faible depuis 1997. Cette progression est aussi nettement moindre que celle enregistrée en 2005 (plus 9 900 personnes). Ce ralentissement des créations d'emplois publics concernerait à la fois les administrations locales et l'enseignement, deux secteurs où les recrutements ont été nombreux au cours des dix dernières années.²⁶ En 2007 et 2008 aussi, les créations d'emplois publics seraient limitées (respectivement 3 300 et 1 400 personnes) en comparaison avec celles enregistrées sur la période 1997-2005.

Enfin, la forte augmentation de l'emploi dans le cadre du programme des titres-services va en partie de pair avec une diminution de l'emploi dans d'autres segments. Cet effet de substitution est en partie observé au sein même du secteur marchand où l'on constate une baisse de l'emploi dans les ALE. De plus, les titres-services font concurrence au travail au noir dans le secteur non marchand, effectué pour le compte des ménages. Dans quelle mesure l'expansion de l'emploi 'titres-services' s'explique par une substitution au travail au noir ou par une augmentation de la demande globale de travail ménager (fourni par des tiers) est une question à laquelle il est difficile de répondre. En effet, les données qui permettraient de réaliser une telle évaluation sont évidemment - par définition - très partielles. Les méthodes d'estimation actuellement disponibles évaluent la hausse du nombre total de personnes qui fournissent des services ménagers rémunérés (via les titres-services, les ALE ou le travail au noir) à 10 000 personnes en 2006 et à 5 400 personnes en 2007. En 2008, la progression devrait atteindre 7 000 personnes.

La population active occupée (emploi marchand, emploi domestique, emploi public et solde des travailleurs frontaliers) a donc au total considérablement augmenté en 2006 (de 55 300 personnes) et en 2007 (de 69 700 personnes) et devrait encore progresser de 48 100 personnes cette année en dépit d'un certain ralentissement conjoncturel. Par conséquent, le taux d'emploi, qui est passé de 62,2 % en 2005 à 63,2 % en 2007, devrait encore progresser jusqu'à 63,7 % cette année.

²⁶ Ces chiffres sont à envisager avec une certaine réserve étant donné qu'aucun chiffre définitif relatif au passé récent n'est disponible pour les administrations locales.

Graphique 16 Evolution de l'emploi et du taux d'emploi
Moyennes annuelles



Source: ICN, SPF Emploi, BFP

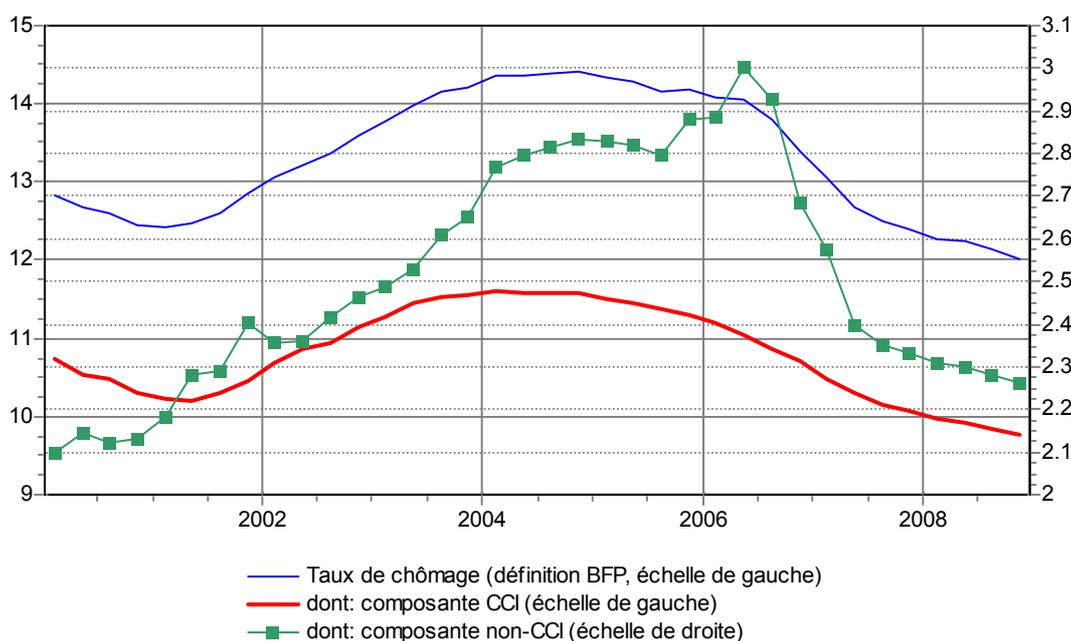
Sur la période 2004-2008, la population active occupée devrait augmenter en chiffres cumulés de 254 700 personnes. Une augmentation comparable n'a été observée que lors de la période de forte conjoncture à la fin des années 80 et au tournant de ce siècle. Par exemple, la population active occupée a connu une croissance encore plus sensible (de 271 700 personnes) au cours de la période 1997-2001, laquelle a ensuite été suivie par deux années de repli conjoncturel. La hausse cumulée du taux d'emploi était alors beaucoup plus marquée (de 3,7 points de pourcentage) qu'actuellement (de 2 points de pourcentage). En effet, la population d'âge actif n'avait progressé, durant cette période, que de 40 000 personnes alors qu'elle a crû de 186 000 personnes au cours des cinq dernières années. Cette évolution s'explique par le fait que les cohortes moins denses nées pendant la guerre atteignent actuellement l'âge de 65 ans. En outre, le flux d'immigrants est beaucoup plus élevé aujourd'hui qu'au cours de la période précédente.

Par contre, il convient de tenir compte du fait que, dans la période actuelle, les générations denses du baby-boom glissent progressivement de classes d'âge (moyennes) à hauts taux d'activité vers les classes d'âge (plus âgées) qui se caractérisent par des taux d'activité faibles, ce qui pèse sur l'évolution du taux d'activité global. Alors que celui-ci a progressé de 2,6 points de pourcentage sur la période 1997-2001, il ne devrait augmenter que de 0,8 point de pourcentage sur la période 2004-2008 en dépit de la présence de facteurs structurels comparables sur les deux périodes (taux de participation accru des femmes; réforme des pensions). En conséquence, l'offre

de travail²⁷ progresse moins sur la période 2004-2008 (de 187 100) que durant la période 1997-2001 (de 205 900).

La création continue d'emplois que l'on a pu observer ces dernières années n'a entraîné qu'une légère baisse du taux de chômage jusque et y compris le premier semestre 2006 (voir graphique 17). Ce n'est qu'à partir du troisième trimestre 2006 que le chômage a commencé à diminuer sensiblement. Il est vrai que les créations d'emploi se sont accélérées au cours de cette période, mais a priori pas de manière suffisante pour justifier une telle baisse du chômage. Cela signifie donc que l'augmentation (mesurée) de l'offre de travail a radicalement diminué depuis un an. En moyenne annuelle, le chômage a baissé de 15 000 unités en 2006 et même de 56 800 unités l'année passée compte tenu de la chute du nombre de chômeurs observée au second semestre de 2006. Le taux de chômage est ainsi passé de 14,2 % en 2005 à 13,8 % en 2006 et est tombé à 12,7 % l'année passée. La progression de la population active a encore atteint 40 300 unités en 2006 mais serait retombée à 12 900 unités l'année passée. Quant au taux d'activité, il a encore légèrement augmenté en 2006 (de 72,5 % à 72,6 %) mais aurait reculé à 72,4 % en 2007.

Graphique 17 Evolution du taux de chômage (définition BFP)
Moyennes trimestrielles, données corrigées des variations saisonnières



Source: ONEM, BFP

²⁷ Dans ces prévisions, la population active (l'offre de travail) et le chômage sont mesurés selon la définition du BFP, une définition administrative large qui englobe les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi.

Le ralentissement important de la croissance de l'offre de travail surprend étant donné que son évolution est traditionnellement dominée par des facteurs structurels, et peu par des facteurs conjoncturels. Ce ralentissement pourrait donc mettre en lumière des incohérences au niveau des estimations récentes du chômage et de l'emploi. En ce qui concerne l'emploi, on a déjà mentionné les incertitudes concernant, d'une part, l'effet net de l'emploi dans le cadre des 'titres-services' et, d'autre part, l'estimation de l'évolution du travail au noir en général. Un second facteur difficile à estimer est l'impact de l'expansion de l'Union européenne. Cet impact peut jouer à deux niveaux: une hausse de l'emploi dans les institutions internationales à Bruxelles et une progression de l'immigration économique au départ des nouveaux Etats membres.

En ce qui concerne le chômage, il convient de mentionner que les chiffres administratifs des demandeurs d'emploi inoccupés sont source de problèmes depuis les changements intervenus dans les méthodes régionales d'enregistrement, suite à la suppression du pointage en janvier 2006. A titre d'illustration, le taux de chômage administratif (définition BFP), représenté dans le graphique ci-dessus, est décomposé en deux taux: une composante 'chômeurs complets indemnisés' (CCI, près de 80 % du total) et une composante 'autres' (jeunes en stage d'attente, demandeurs d'emploi librement inscrits, etc.). Le chômage selon la définition du BFP est construit de manière traditionnelle sur la base des chiffres régionaux relatifs aux demandeurs d'emploi inoccupés. Depuis 2006, ces chiffres ne font plus la distinction entre les chômeurs indemnisés et les autres demandeurs d'emploi. Néanmoins, l'évolution depuis 2006 de la composante CCI peut être déduite des statistiques de paiement de l'ONEM qui n'ont pas été influencées par la suppression du pointage. Le graphique montre que la baisse récente du taux de chômage (définition BFP) est beaucoup plus marquée que la diminution de la composante CCI, ce qui implique soit un net recul de la composante non-CCI (qui a un poids beaucoup faible dans le chômage total), soit une surestimation (temporaire) de la baisse du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés suite aux changements de méthode précités.

Le présent budget économique table, à partir du quatrième trimestre de 2007, sur une évolution de la population active guidée à nouveau par les évolutions sociodémographiques sous-jacentes. Compte tenu de ce profil trimestriel, la population active devrait progresser de 26 400 personnes en 2008 (en moyenne annuelle) et le taux d'activité devrait passer de 72,4 % à 72,5 %. La progression légèrement moins forte de la population active occupée par rapport à l'année passée limite la baisse du nombre de chômeurs à 21 600 unités si bien que le taux de chômage (définition BFP) recule à 12,2 %. Le taux de chômage 'harmonisé' utilisé par Eurostat pour la Belgique (basé sur l'enquête sur les forces du travail de la DGSIE) a diminué l'année passée de 8,2 % à 7,6 % et devrait encore baisser jusqu'à 7,3 % cette année.

Annexe

Tableau A.	Environnement international et indicateurs financiers
Tableau B.1.	PIB et principales catégories de dépenses à prix courants
Tableau B.2.	PIB et principales catégories de dépenses en volume
Tableau B.3.	Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses
Tableau B.4.	Masse salariale dans le secteur marchand: évolution et déterminants
Tableau B.5.	Situation sur le marché de l'emploi
Tableau B.5.bis	Situation sur le marché de l'emploi - détail
Tableau B.6.	Compte des particuliers
Tableau B.7.	Revenu disponible réel des particuliers
Tableau B.9.	Opérations avec le reste du monde

Tableau A. Environnement international et indicateurs financiers

<i>Taux de croissance, sauf indications contraires</i>				
	2005	2006	2007	2008
Marchés extérieurs pertinents pour la Belgique	6,6	8,9	7,1	6,0
Taux de change nominal effectif pour la Belgique (1) (2)	-0,5	0,1	0,9	0,9
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros) (2)	124,4	125,6	137,0	144,0
Prix mondiaux				
Biens hors énergie (en euro) (3)	-0,6	0,6	-0,4	0,2
Energie (Brent: USD par baril)	54,4	65,2	72,5	89,4
Taux d'intérêt zone euro (niveau)				
Court terme (EURIBOR à 3 mois) (2)	2,2	3,1	4,3	4,5
Long terme (10 ans) (4) (2)	3,4	3,8	4,3	4,3
Taux d'intérêt belges (niveau)				
Court terme (tarif interbancaire, 3 mois)	2,2	3,1	4,3	4,5
Long terme (OLO, 10 ans)	3,4	3,8	4,3	4,4

(1) Un chiffre positif (négatif) indique une appréciation (dépréciation)

(2) Pour les valeurs futures: hypothèse technique basée sur les cotations à terme

(3) Taux de croissance pondéré des prix à l'exportation des biens (hors énergie) provenant de nos partenaires commerciaux

(4) Moyenne pondérée des pays de la zone euro

Tableau B.1. PIB et principales catégories de dépenses à prix courants

<i>En milliards d'euros</i>				
	2005	2006	2007	2008
Dépenses de consommation finale des particuliers	158,95	166,25	173,82	182,00
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	68,73	70,77	74,40	78,64
Formation brute de capital fixe	61,35	65,69	70,38	73,84
a. Investissements des entreprises (1)	39,82	42,01	44,74	47,27
b. Investissements des pouvoirs publics	5,33	5,32	5,62	5,75
c. Investissements en logements	16,20	18,35	20,02	20,82
Variation de stocks	1,73	3,83	0,66	0,59
Dépenses nationales totales	290,75	306,54	319,26	335,07
Exportations de biens et services	261,63	277,64	298,31	317,56
Importations de biens et services	250,42	267,56	287,10	307,12
Produit Intérieur Brut	301,97	316,62	330,47	345,51
Revenu National Brut	303,64	320,49	334,51	349,73

(1) Y compris indépendants et ISBL

Tableau B.2. PIB et principales catégories de dépenses en volume

<i>Taux de croissance</i>				
	2005	2006	2007	2008
Dépenses de consommation finale des particuliers	1,3	2,0	2,5	1,8
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	-0,2	0,0	2,6	2,6
Formation brute de capital fixe	6,7	4,2	5,1	2,4
a. Investissements des entreprises (1)	4,7	3,9	5,3	3,3
b. Investissements des pouvoirs publics	13,0	-3,2	4,0	0,2
c. Investissements en logements	9,9	7,6	5,1	1,0
Variation de stocks (2)	0,0	0,9	-0,2	-0,0
Dépenses nationales totales	2,1	3,0	2,9	2,1
Exportations de biens et services	3,6	2,6	4,6	4,5
Importations de biens et services	4,2	2,7	4,9	4,8
Exportations nettes (2)	-0,3	-0,0	-0,1	-0,1
Produit intérieur brut	1,7	2,8	2,7	1,9
Revenu intérieur brut réel	1,5	2,4	3,0	1,7
Revenu national brut réel	1,1	3,1	3,0	1,7

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Contribution à la croissance du PIB

Tableau B.3. Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses

<i>Taux de croissance</i>				
	2005	2006	2007	2008
Dépenses de consommation finale des particuliers	2,8	2,5	2,0	2,9
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	4,3	3,0	2,5	3,1
Formation brute de capital fixe	1,3	2,7	1,9	2,5
a. Investissements des entreprises (1)	0,5	1,6	1,1	2,3
b. Investissements des pouvoirs publics	1,0	3,1	1,4	2,2
c. Investissements en logements	3,3	5,3	3,8	2,9
Dépenses nationales totales	2,7	2,4	1,2	2,8
Exportations de biens et services	4,1	3,4	2,7	1,9
Importations de biens et services	4,4	4,0	2,3	2,0
Termes de l'échange	-0,3	-0,5	0,4	-0,2
Produit Intérieur Brut	2,5	2,0	1,6	2,6
<i>Pro memori:</i>				
Déflateur des dépenses finales totales	3,4	2,9	2,0	2,4
Contributions:				
(a) Coûts d'origine intérieure = (a1)+(a2)+(a3)	1,4	1,1	0,9	1,4
(a1) Coûts salariaux par unité produite	0,4	0,4	0,5	0,6
(a2) Impôts indirects nets de subsides par unité produite	-0,0	0,2	-0,0	0,1
(a3) Marge bénéficiaire par unité produite (2)	1,0	0,4	0,4	0,7
(b) Coût des importations	2,0	1,8	1,1	1,0

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Excédent brut d'exploitation de l'économie nationale et revenu mixte des indépendants

Tableau B.4. Masse salariale dans le secteur marchand: évolution et déterminants

<i>Taux de croissance annuels moyens, sauf indications contraires</i>				
	2005	2006	2007	2008
<i>Salariés dans le secteur marchand</i>				
Coût salarial par heure effective	2,0	2,9	2,8	3,1
Coût salarial par personne	1,5	3,1	2,8	2,9
Salaire brut par heure effective	2,5	3,0	2,7	3,3
Salaire brut par personne	2,0	3,2	2,7	3,2
Indexation	2,1	1,8	1,7	2,7
Salaire brut par heure effective hors indexation	0,4	1,1	1,0	0,6
Salaire brut par personne hors indexation	-0,1	1,4	1,0	0,5
Emploi (nombre d'heures)	0,9	1,9	2,2	1,1
Emploi (nombre de personnes)	1,4	1,7	2,2	1,2
Masse salariale y compris cotisations patronales (1)	2,9	4,8	5,1	4,2
Masse salariale hors cotisations patronales	3,4	5,0	5,0	4,5
<i>Taux implicites de cotisations (en % de la masse salariale brute)</i>				
Cotisations patronales (sensu lato) (1)	33,7	33,5	33,6	33,3
Cotisations patronales (sensu stricto) (2)	24,8	24,8	24,9	24,9
Cotisations des salariés (3)	10,7	10,3	10,3	10,3
<i>Inflation et indexation</i>				
Inflation: indice national des prix à la consommation	2,8	1,8	1,8	3,0
Inflation: indice santé	2,2	1,8	1,8	2,8
Indexation rémunérations secteur public	2,3	1,7	1,8	2,5
Indexation des prestations sociales	2,3	1,7	1,5	3,2
<i>Secteur marchand (salariés et indépendants)</i>				
Valeur ajoutée en volume	2,1	3,1	2,8	2,1
Emploi (nombre d'heures)	1,0	1,8	2,2	1,2
Productivité horaire	1,1	1,3	0,6	0,9

(1) Y compris les cotisations patronales fictives, extra-légales et les cotisations perçues par le pouvoir fédéral

(2) Cotisations patronales reçues par la Sécurité sociale

(3) A l'exclusion des cotisations personnelles libres

Tableau B.5. Situation sur le marché de l'emploi

En milliers (moyennes annuelles)

	2005	2006	2007	2008
I. Population totale (II+III)	10478,6	10522,2	10543,8	10564,9
I.bis Population d'âge actif	6878,9	6927,5	6965,4	6990,8
II. Population inactive (concept BFP)	5489,7	5493,1	5501,7	5496,3
III. Population active (concept BFP) (IV+V+VI)	4988,9	5029,2	5042,1	5068,6
IV. Emploi intérieur	4225,3	4278,0	4346,1	4392,7
(a) Salariés	2744,2	2785,8	2837,2	2872,9
(b) Indépendants	687,3	695,1	708,6	718,1
(c) Emploi public	793,8	797,0	800,3	801,8
V. Travailleurs frontaliers (solde)	53,3	55,8	57,5	59,0
VI. Chômage (concept BFP)	710,4	695,4	638,6	616,9
(a) Demandeurs d'emploi inoccupés (1)	584,7	579,2	530,8	516,6
(b) Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi (2)	125,7	116,2	107,8	100,3
Taux de chômage (VI)/(III)	14,2	13,8	12,7	12,2
Taux d'activité (III)/(I.bis)	72,5	72,6	72,4	72,5
Taux d'emploi (IV+V/I.bis)	62,2	62,6	63,2	63,7
<i>Pro memori</i>				
Taux de chômage (définition standardisée Eurostat)	8,4	8,2	7,6	7,3

(1) Hors emplois ALE

(2) Définition Statinfo (concept paiements)

Tableau B.5.bis Situation sur le marché de l'emploi - détail

En milliers (moyennes annuelles)

	2005	2006	2007	2008
I. Population totale (II+III)	10478,6	10522,2	10543,8	10564,9
I.bis Population d'âge actif	6878,9	6927,5	6965,4	6990,8
II. Population inactive (concept BFP)	5489,7	5493,1	5501,7	5496,3
<i>dont: avec allocation ONEM (1):</i>	180,4	186,5	191,6	193,8
- Dispenses pour raisons sociales et familiales	7,0	9,2	10,9	12,5
- Dispenses pour reprise d'études	19,2	20,2	21,9	23,8
- Interruptions complètes de carrière (2)	29,0	28,8	27,9	27,0
- Prépensions conventionnelles à temps plein	109,0	111,1	113,6	113,0
- Chômeurs complets en formation professionnelle	16,2	17,2	17,3	17,5
III. Population active (concept BFP) (IV+V+VI)	4988,9	5029,2	5042,1	5068,6
IV. Emploi intérieur	4225,3	4278,0	4346,1	4392,7
<i>dont: avec allocation ONEM (1):</i>	274,1	295,0	313,0	326,4
- Temps partiel avec AGR (4) + invol. avec allocations	47,9	48,0	47,9	49,1
- Activation	58,9	63,6	69,2	72,5
** Agences locales pour l'emploi	12,9	10,3	8,3	6,6
** Programme de réinsertion	0,0	0,0	0,0	0,0
** Plan 'activa'	39,6	45,6	50,5	53,0
** Réintégration de chômeurs âgés	1,2	2,2	4,6	6,8
** Programme de transition professionnelle	5,1	5,5	5,8	6,0
** Première expérience professionnelle	0,0	0,0	0,0	0,0
- Interruptions partielles de carrière (2)	165,9	182,1	194,7	203,6
- Prépensions à temps partiel	0,9	0,8	0,7	0,6
- Chômeurs complets en atelier protégé	0,6	0,5	0,5	0,6
V. Travailleurs frontaliers (solde)	53,3	55,8	57,5	59,0
VI. Chômage (concept BFP)	710,4	695,4	638,6	616,9
(a) Demandeurs d'emploi inoccupés (5)	584,7	579,2	530,8	516,6
(b) Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi (1)	125,7	116,2	107,8	100,3
p.m. Temps partiels volontaires indemnisés (1)	31,1	30,6	29,5	28,5
p.m. Chômage temporaire (1) (unités budgétaires)	34,4	32,4	30,0	30,5
p.m. CCI-DE (1)(6) - variations annuelles	2,5	-9,9	-27,6	-10,1

(1) Définition Statinfo (concept paiements)

(2) Inclut le crédit temps

(3) Non compris le chômage temporaire

(4) AGR : allocation de garantie de revenu

(5) Hors emplois ALE

(6) Y inclus dispensés ALE

Tableau B.6. Compte des particuliers (1)

En milliards d'euros				
	2005	2006	2007	2008
I. Opérations courantes				
a. Ressources	269,75	280,44	292,50	305,08
1. Excédent net d'exploitation	8,00	8,69	9,00	9,78
2. Revenu mixte	21,31	21,92	22,84	23,68
3. Rémunération des salariés	155,10	162,12	169,71	176,93
Salaires et traitements bruts	115,23	120,67	126,02	131,50
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	30,31	31,60	33,34	34,73
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	9,57	9,84	10,35	10,71
4. Revenus nets de la propriété	25,31	25,49	26,23	27,10
Intérêts reçus	12,05	12,25	12,56	12,84
Intérêts payés (-)	2,89	3,69	3,85	4,00
Revenu distribué des sociétés	10,00	10,24	10,68	11,24
Autres	6,15	6,68	6,85	7,03
5. Prestations sociales	55,88	57,95	60,26	62,93
6. Autres transferts courants nets	2,12	2,44	2,62	2,86
7. Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	2,02	1,83	1,83	1,79
b. Emplois	257,81	266,91	279,16	291,81
1. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	40,10	39,99	41,52	43,36
2. Cotisations sociales, dont:	58,76	60,67	63,82	66,46
Cotisations sociales effectives	49,19	50,83	53,47	55,75
Cotisations sociales imputées	9,57	9,84	10,35	10,71
3. Consommation finale nationale	158,95	166,25	173,82	182,00
c. Epargne nette	11,94	13,53	13,34	13,26
II. Opérations en capital				
a. Ressources	0,76	0,61	0,73	0,71
b. Emplois	10,30	12,50	14,17	15,06
1. Formation brute de capital fixe	18,53	20,81	22,64	23,58
2. Consommation de capital fixe (-)	10,12	10,26	10,60	10,75
3. Impôts en capital	1,88	2,16	2,26	2,40
4. Variation des stocks et acquisitions moins cessions d'objets de valeur	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10
5. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	-0,18	-0,24	-0,24	-0,24
6. Autres transferts en capital à payer	0,29	0,13	0,20	0,17
III. Capacité nette(+) ou besoin net (-) de financement	2,40	1,63	-0,10	-1,09
en % du PIB	0,79	0,52	-0,03	-0,31

(1) Ménages (y compris les indépendants) et ISBL au service des ménages

Tableau B.7. Revenu disponible réel des particuliers (1)

<i>Taux de croissance</i>				
	2005	2006	2007	2008
Revenu primaire brut	-0,0	1,4	2,3	1,2
<i>a. Salaires, dont:</i>	0,4	2,0	2,7	1,3
Entreprises	0,1	2,2	2,9	1,3
Etat	1,4	1,1	1,8	1,4
Travailleurs frontaliers	0,3	3,0	3,7	2,3
<i>b. Excédent brut d'exploitation et revenu des indépendants</i>	-0,0	1,1	1,8	1,2
Excédent brut d'exploitation des particuliers	3,7	2,0	1,5	1,8
Revenu mixte des indépendants	-3,0	0,4	2,2	0,8
<i>c. Revenu de la propriété (net), dont:</i>	-2,3	-1,7	0,9	0,4
Intérêts reçus	-4,0	-0,8	0,5	-0,7
Intérêts payés (-)	38,5	24,5	2,4	1,1
Revenus distribués des sociétés	-0,2	-0,1	2,2	2,3
Distribution secondaire des revenus				
<i>a. Transferts aux particuliers, dont:</i>	-0,1	1,6	2,1	1,7
Prestations sociales	-0,2	1,2	2,0	1,5
<i>b. Cotisations de Sécurité sociale (-)</i>	-0,8	0,7	3,2	1,2
Cotisations sociales effectives	-0,5	0,5	3,1	1,3
Cotisations sociales imputées	-2,2	1,9	3,3	0,7
<i>c. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (-)</i>	1,3	-2,7	1,8	1,5
Revenu disponible brut des particuliers	-0,1	2,6	2,1	1,3

(1) Ménages (y compris indépendants) et ISBL au service des ménages

Tableau B.8. Compte des entreprises

<i>En milliards d'euros</i>				
	2005	2006	2007	2008
I. Opérations courantes				
a. Ressources	34,65	39,82	41,76	43,86
1. <i>Excédent net d'exploitation</i>	39,54	42,49	45,09	48,04
2. <i>Cotisations sociales</i>	9,81	9,94	10,40	10,31
cotisations effectives à charge des employeurs	5,22	5,34	5,58	5,81
cotisations à charge des salariés	2,13	2,07	2,14	1,94
cotisations sociales imputées	2,47	2,53	2,68	2,56
3. <i>Revenus nets de la propriété</i>	-15,52	-13,60	-14,33	-15,00
4. <i>Autres transferts courants nets</i>	0,82	0,98	0,60	0,51
b. Emplois	21,19	22,71	22,95	23,10
1. <i>Impôts courants sur le revenu et le patrimoine</i>	10,85	12,22	12,40	12,75
2. <i>Prestations sociales</i>	8,32	8,65	8,71	8,56
prestations d'assurances sociales de régimes privés	5,22	5,48	5,89	5,95
prestations d'assurances sociales directes d'employeurs	3,10	3,18	2,82	2,61
3. <i>Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension</i>	2,02	1,83	1,84	1,80
c. Epargne nette	13,46	17,11	18,81	20,75
II. Opérations en capital				
a. Ressources	2,62	2,82	3,58	3,45
b. Emplois	9,52	11,38	9,25	9,57
1. <i>Formation brute de capital fixe</i>	37,49	39,55	42,12	44,51
2. <i>Consommation de capital fixe (-)</i>	31,26	32,53	34,01	36,02
3. <i>Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits</i>	0,37	0,16	0,13	0,13
4. <i>Variation des stocks</i>	1,82	3,92	0,75	0,69
5. <i>Acquisitions moins cessions d'objets de valeur</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
6. <i>Transferts en capital à payer</i>	1,10	0,28	0,27	0,26
III. Capacité (+) ou besoin (-) net de financement	6,56	8,55	13,14	14,63
en % du PIB	2,17	2,70	3,98	4,23

Tableau B.9. Opérations avec le reste du monde

<i>En milliards d'euros</i>				
	2005	2006	2007	2008
I. Opérations courantes				
a. Emplois	259,99	274,95	294,89	315,16
1. Importations de biens et services	250,42	267,56	287,10	307,12
2. Rémunération des salariés	1,39	1,47	1,54	1,60
3. Impôts indirects (à la prod. et à l'import.)	1,93	2,08	2,28	2,41
4. Revenus nets de la propriété (-)	-1,04	1,19	1,34	1,43
5. Autres transferts courants nets	2,97	2,82	2,98	3,02
6. Cotisations sociales	1,43	1,34	1,42	1,49
7. Prestations sociales autres que transferts en nature	0,81	0,86	0,90	0,94
b. Ressources	268,98	285,34	306,39	325,98
1. Exportations de biens et services	261,63	277,64	298,31	317,56
2. Rémunération des salariés	5,14	5,43	5,73	6,02
3. Subventions	0,89	0,79	0,79	0,79
4. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	0,16	0,14	0,16	0,17
5. Cotisations sociales	0,48	0,51	0,53	0,56
6. Prestations sociales autres que transferts en nature	0,69	0,82	0,86	0,89
c. Solde des opérations courantes	9,00	10,39	11,50	10,83
II. Opérations en capital	-0,19	0,51	0,11	0,09
1. Transferts nets en capital	0,03	0,04	0,03	0,01
2. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (-)	0,22	-0,47	-0,08	-0,08
III. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement de l'économie nationale	8,80	10,90	11,61	10,92
en % du PIB	2,91	3,44	3,51	3,16